

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 8 MAI 1969
N° 410. 1,50 F



**le candidat
du
socialisme**

Ça bouge à la C.S.F.

Michel Ellenberger

105 travailleurs de la C.S.F.-C.O.S.E.M. de Saint-Egrève sont en grève depuis le mardi 22 avril. Pourquoi ? Une réduction d'horaire avec perte de salaire est intervenue depuis le 1^{er} janvier et au 1^{er} avril pour les ouvriers de divers secteurs de l'entreprise.

Des négociations sont engagées depuis le 1^{er} janvier auprès de la direction locale, de la direction générale à Rocquencourt et de l'U.I.M.M. (Union des Industries Métallurgiques et Minières). Des interventions ont été faites auprès de l'inspection du travail et de la préfecture de l'Isère. Sans aucun résultat.

Devant la lenteur de la direction de la C.S.F. (groupe Thompson-C.S.F.) et des autorités compétentes à vouloir aborder réellement les problèmes, les travailleurs affirment leur volonté de faire aboutir leurs revendications :

— le paiement intégral de la réduction d'horaire subie sur le centre ;

— la garantie que toutes les réductions d'horaire seront compensées intégralement ;

— la garantie d'un horaire de référence.

Comment les travailleurs en sont-ils arrivés là ?

Le mécontentement persiste depuis plusieurs mois. Les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. se sont consultées depuis plusieurs semaines en vue d'une action commune. Faute d'une entente sur la stratégie à mener la C.F.D.T. a décidé de démarrer seule. (Pé-

riode pré-référendaire). Les travailleurs concernés par la réduction d'horaire ont débrayé service par service, plus nombreux de jour en jour. Chaque matin et à chaque fois que c'est nécessaire les travailleurs en grève se réunissent et décident de l'action à mener.

La C.G.T. ne se joint pas à la grève, mais obtient des entretiens avec la direction qui lâche une augmentation de 1,6 % cumulée avec les 2 % prévus au 1^{er} avril.

La délégation C.F.D.T. représentant des grévistes pour la plupart non syndiqués fait remarquer à la direction qu'il ne faut pas mélanger les choses. Pour elle ces 3,6 % ne représentent que la suite logique de la conférence de Tilsitt où les syndicats avaient demandé 6,5 % à 7,5 % de rattrapage sur les augmentations du coût de la vie. De plus, même si la direction a bien voulu accorder 3,4 % d'augmentation, ce n'est que justice puisque le centre C.S.F. - C.O.S.E.M. de Saint-Egrève est le plus mal payé du Trust Thomson - C.S.F. La délégation des grévistes demande 6 % d'augmentation en plus des 3,4 % accordés car la perte de salaire subie par les travailleurs varie entre 4,59 % et 11,76 %.

Seule l'action paie. Les militants et sympathisants du P.S.U. ne sont pas absents de cette lutte. Ils entendent être à leur place dans le combat pour le pouvoir ouvrier.

Les travailleurs en grève ne se contentent pas de jouer au

foot, ou aux cartes. Un enseignant est venu leur parler de l'histoire du mouvement ouvrier. Une équipe d'animation, de la Maison de la Culture de Grenoble était également parmi les grévistes.

Ils s'organisent aussi, une distribution de tracts et une collecte est effectuée dans toutes les grandes entreprises grenobloises. Les 27 centres du groupe Thompson-C.S.F. sont solidaires du centre de Saint-Egrève. Une collecte est organisée par l'inter-C.F.D.T. du trust. Cependant la C.G.T. interdit à ses adhérents de participer au soutien de leurs camarades en grève.

Quels que soient la préparation et le résultat des élections présidentielles, les travailleurs en lutte entendent affirmer leur droit de vivre en hommes responsables.

Et les revendications qualitatives ?

Un horaire de travail réduit avec un salaire décent n'est-ce pas qualitatif ?

A l'occasion de ce mouvement les travailleurs ont discuté du pouvoir patronal et de la nécessité de lui opposer un pouvoir ouvrier. Ils ont compris la nécessité de discuter et de décider à la base. Ils sont très sensibles à l'information qu'ils peuvent avoir à l'occasion des débrayages.

(La direction C.S.F. reste restrictive sur l'application des droits syndicaux, et droits d'information au sein de l'entreprise). □

Politique intérieure

- 4. La tête des autres
Gilbert Hercet
- 5. Crise économique, bilan et perspectives
Michel Breton
- 6. Un an après
Jean-Marie Vincent

Election présidentielle

- 8. Syndicats et candidats
Jacques Ferlus
- 10-11. La plate-forme du courant socialiste
- 20. Notre bataille
Jacqueline Giraud

Notre société

- 9. Sept d'un coup
Michèle Descolonges

Luttes internationales

- 12-13 Chine : une bataille politique intense
Jean-François Hermann
- 14. Allemagne-Ouest : social-démocratie ankylosée
Louis Henry
- 15-16. Tribune libre : Avec Al Fatha
Henry Rosengart

Vie culturelle

- 17. Livres : Où allons-nous ?
Henry Beley
- 18. Un théâtre de guérilla apparaît
Dominique Nores
- 19. Cinéma : Charlot seul
Jean-Paul Fargier
- Les géorgiques
Jean-Luc Pouillaude

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Lucien Salignon, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur de la Publication

Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 20.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Rencontre entreprise

Samedi 10 mai 1969,

81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)

à partir de 14 heures

REUNION DES RESPONSABLES FEDERAUX AUX ENTREPRISES

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

STAGE JEUNES TRAVAILLEURS ET LYCEENS FORMATION

(région parisienne)

14 et 15 mai à Poissy

- Inscription au C.C.N.J. (81, rue Mademoiselle, Paris-15^e).

Pour les enseignants

Un stage national d'études et de formation pour les enseignants P.S.U. (institutrices et professeurs) est organisé près de Paris les 24-25 et 26 mai 1969. Il leur permettra d'étudier les problèmes de l'action syndicale et politique dans leur secteur.

Pour tous renseignements, s'adresser d'urgence à la Commission Nationale Enseignement, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

La candidature du socialisme

Robert Chapuis

En mai 1968, les travailleurs ont posé la question du pouvoir : la gauche n'a pas su leur répondre. En mai 1969, ils posent la question de l'unité : on connaît les réponses.

Devant cette situation, un grand nombre se décourage : dans la crise qui le menace, le capitalisme sait se défendre, il sait assurer son unité et Pompidou s'apprête déjà à chausser les bottes du Général. Comment les travailleurs vont-ils pouvoir reprendre l'initiative dans leur lutte contre l'oppression ? Comment pourront-ils même résister à tous les procédés modernes de l'exploitation capitaliste qui sait se servir des besoins nouveaux pour écraser tantôt les uns, tantôt les autres, ici les paysans, là les petits commerçants, ici les étudiants, là les ouvriers ? C'est pourquoi ils réclament l'unité de la gauche.

Mais leur voix se perd dans le désert, car depuis vingt ans, il n'y a plus de gauche : les vieux partis de gauche se sont progressivement dévoyés dans le jeu parlementaire, ils ont perdu peu à peu leur signification sociale entretenant chacun l'équivoque de l'autre. C'est le Parti communiste qui a fait exister la S.F.I.O. au nom de l'alliance entre la classe ouvrière et les classes moyennes. C'est la S.F.I.O. qui a fait exister le P.C. tel qu'il est, en menant une politique petite-bourgeoise (conservatrice, atlantiste, colonialiste) et en faisant élire ses maires et ses députés tantôt avec l'appui des communistes, tantôt avec l'appui de la droite. C'est ainsi que la stratégie communiste, liée au modèle soviétique, a pu se développer librement sur le terrain politique et social, faute d'une autre alternative. Il y a dix ans, la dégénérescence de la gauche a permis le gaullisme. Dix ans plus tard, elle se retrouve devant les mêmes équivoques : les masques tombent, les châteaux de cartes s'écroulent. Ceux qui se sont servis de l'unité pour faire leur carrière ou leur stratégie au temps du gaullisme n'ont plus dans les mains — à l'heure de la succession — que des lambeaux dérisoires d'un drapeau qui a trop servi dans les parades et se déchire au moment du combat. Bien entendu, tous les phares restent braqués sur le petit théâtre de la gauche officielle et la bourgeoisie — elle qui avait eu si peur, rappelez-vous, — se détend un peu et consent à rire du spectacle. Mais il y a un ennui : tout le monde ne joue pas le jeu.

Il y a des gens pour se prendre au sérieux, pour se sentir engagés, pour penser que, derrière la farce, il y a le drame de la condition ouvrière, il y a le combat de la classe ouvrière pour sa libération, il y a toutes les forces sociales qui partagent aujourd'hui objectivement les réalités de cette condition et de cette classe. Il y a le mouvement des travailleurs, oui, le mouvement de Mai, dans toutes ses composantes tel qu'il s'est exprimé à voix haute ou à voix basse dans les usines, les facultés et les lycées, les bourgs et les villages, les quartiers, les bureaux et les laboratoires, partout où l'on pense et où l'on travaille. Le P.S.U. est né de la dégénérescence de la gauche traditionnelle, qu'elle soit communiste ou social-démocrate. Depuis dix ans, il mène le combat pour redonner aux travailleurs une perspective politique, c'est-à-dire les moyens d'assurer leur pouvoir

contre toute domination capitaliste. Un combat difficile, au milieu des embûches semées par ceux qui se disent les représentants patentés des travailleurs et confondent les intérêts de la classe ouvrière et ceux de leur parti, au milieu des clameurs épouvantées de ceux qui ont confondu le socialisme avec leur propre notabilité et ne parlent de « République » que pour mieux trouver langue auprès de la bourgeoisie libérale. Pendant des années, les militants du P.S.U. ont été les gêneurs, les diviseurs, les empêcheurs de tourner en rond, ceux qui osaient dire les quatre vérités de la gauche et osaient parler de socialisme en montrant non seulement qu'il était nécessaire mais qu'il était possible. Si l'on en croit certains, d'aucuns les voient encore ainsi ! Mais deux faits se sont produits :

— Dans le vide laissé par la gauche, leur parole a commencé à trouver de l'écho ; au fur et à mesure que la pression gaulliste augmentait, cette parole résonnait plus fort : face au néo-capitalisme, seules pouvaient résister les solutions socialistes ; de notre société, le modèle soviétique paraissait peu crédible ou peu souhaitable ; autour du P.S.U., avec le P.S.U. un autre modèle paraissait possible. Pour des milliers de jeunes, des milliers de travailleurs, le P.S.U. a été porteur de l'espérance socialiste, aux moments les plus difficiles, aux lendemains de la Hongrie et de l'Algérie, à travers l'écroulement du Parlement et la mise en place du pouvoir gaulliste ;

— L'an dernier, la réalité du système — tout ce nœud d'oppressions et de contradictions — incapable de s'exprimer ni dans le gaullisme ni dans l'opposition parlementaire, s'est brusquement révélée. Les militants du P.S.U. n'ont pas eu besoin de rejoindre le mouvement de Mai. Dès le départ, à l'Université ou dans les entreprises, ils étaient dedans, ils se confondaient avec lui, dans leur action comme dans leurs aspirations. Une vaste prise de conscience s'est ainsi opérée, mettant au jour des réalités sociales, dont le P.S.U. n'avait jusqu'alors qu'une approche intellectuelle et approximative.

C'est ainsi que le P.S.U. est devenu une force politique, non plus seulement un regroupement d'hommes qui ont des positions politiques, mais l'axe d'un courant de nature sociale qui aspire à s'affirmer contre le pouvoir en place, contre la classe dominante : un courant révolutionnaire en ce sens qu'il ne peut se réaliser qu'à travers des changements profonds de la société, ceux-là mêmes qui permettront de mettre fin aux crises de toutes sortes que le capitalisme y développe.

Notre VI^e congrès a permis une première approche et une première manifestation de ce courant : les 17 thèses constituent l'ébauche d'un socialisme à notre échelle et à notre portée. Il y a eu là un pas en avant considérable à la fois pour le P.S.U. et le courant socialiste tout entier. Nous ne pensons pas alors que la démission du général de Gaulle créerait si vite les conditions d'un second pas.

Tel fut bien le choix pour notre Conseil national du 4 mai : ou bien accompagner la gauche dans ses convulsions et laisser sans réponse l'espérance des travailleurs, telle qu'elle

s'est notamment exprimée en mai 1968, ou bien affirmer l'existence du courant socialiste et exprimer à travers une candidature la nouvelle force politique née autour de nous à travers le pays et qui doit maintenant prendre corps. Le Conseil national a choisi la seconde solution. Nous sommes conscients en effet qu'une telle affirmation est susceptible de transformer fondamentalement, quelle que soit l'issue du scrutin, les conditions de la lutte pour le pouvoir des travailleurs. L'alternative socialiste doit cesser d'être une aspiration de l'esprit : elle doit s'inscrire désormais dans le rapport de forces et doit peser sur lui. De plus en plus, chaque jour, la crise du capitalisme vient lui donner des aliments et une justification : l'opinion doit être mise devant les enjeux réels de l'avenir ; elle doit pouvoir choisir en toute connaissance de cause. C'est le seul garant d'un avenir démocratique. Pouvoir de transition vers le socialisme : quel pouvoir, quelle transition, quel socialisme ? Il n'est pas possible de fuir ces questions si l'on veut expliquer pourquoi, de fait, les Français n'ont pas intérêt à avoir M. Pompidou ou quelque autre de sa sorte comme président de leur république.

C'est pourquoi le Conseil national a investi notre secrétaire national, Michel ROCARD, comme candidat à la présidence de la République sur une plate-forme dont on trouvera le texte plus loin.

Mais il va de soi que cette candidature n'a de sens qu'en fonction de l'alternative socialiste. Si les circonstances permettaient dans les jours qui suivent une large prise de conscience, si l'écœurement de l'opinion devant les jeux d'Alfortville se transformait en une volonté d'en finir avec ces faux-semblants du socialisme, si le Parti communiste cessait de ne proposer de dialogue qu'à ceux qui se refusent à l'entendre, si tous les hommes et toutes les formations qui ont reconnu l'importance du mouvement de Mai en tiraient les conséquences politiques, alors, bien entendu, le P.S.U. serait prêt à soutenir toute candidature qui traduirait le plus vaste élargissement du courant socialiste. Le Bureau national a pris, prend et prendra tout contact en ce sens. Mais qu'on ne compte pas sur le P.S.U. pour céder au chantage des statistiques passées ou des espoirs déçus. Nous avons conscience que les objectifs du courant socialiste sont partagés par un nombre considérable de travailleurs, des jeunes et des moins jeunes ; nous ferons tout pour qu'ils leur soient clairement proposés afin que l'on voie mieux aujourd'hui quelles sont les forces qui ont leur avenir derrière elles et celles qui l'ont devant. Pour le courant socialiste, la campagne présidentielle sera l'occasion d'un second pas en avant. Il dépend du P.S.U., de tous ses militants et de tous ses sympathisants qu'il puisse être fait, comme il dépendra de l'opinion des travailleurs qu'il soit plus ou moins décisif. Face à la « continuité » de Pompidou, c'est-à-dire à la réaction, face à « l'ouverture » de Defferre, c'est-à-dire l'ouverture à droite, il n'y a d'avenir que dans le renforcement du courant socialiste en vue de la victoire : Michel Rocard est aujourd'hui le seul à en porter clairement les espérances. □



A.F.P.

Politique intérieure

La tête des autres

Gilbert Hercet

D'une certaine façon, il faut plaindre le général de Gaulle. Il a dirigé ce pays pendant onze années avec une hauteur de vues et une ampleur certaines et voici qu'on est retombé, en vingt-quatre heures, aux poisons et délices du système d'autrefois. Il a quitté l'Elysée avec discrétion mais non sans dignité, et voici que s'y installe Alain Poher, avec discrétion, mais non sans satisfaction : un homme auprès de qui Antoine Pinay aurait presque l'air d'un génie ! Il a imprimé un style à la politique de la majorité, qui n'a vécu jusqu'ici que grâce à lui, et voici que Georges Pompidou, déjà, liquide tranquillement certains des axes essentiels de la politique gaulliste...

Des postes, Pompidou!

Pompidou sait y faire. Une bonne pré-campagne : corrida, matches de foot et de rugby, soirée littéraire à la Comédie Française, meetings politiques, interview à l'*Expansion*, tout y fut. Un départ rapide : candidature lancée officiellement avant même la réunion du bureau exécutif de l'U.D.R. Et surtout un art consommé de la négociation : qui veut des portefeuilles ô futurs ministres intègres ? Qui ? Giscard, Fontanet, Duhamel ?



A.F.P.

Eh bien d'accord messieurs vous en aurez ! Que dites-vous ? Il faudrait faire l'Europe ? D'accord. Admettre l'Angleterre ? Pourquoi pas. Être plus gentil avec les bons Américains ? Cela va de soi. Tenir compte de vous et du Parlement ? Mais bien sûr. Rien d'autre ? Alors embrassons-nous Folleville, vive l'unité d'action : gaullisme et libéralisme, comme dit Giscard, composent certes deux des familles politiques de ce pays, mais la droite, tout de même, ça veut dire quelque chose ! Et voici Pompidou, le banquier-poète, sacré candidat unique par le cœur enthousiaste ou résigné des gaullo-poujado-giscardocentristes.

Subsistent tout de même deux groupes de malheureux. Les gaullistes de sentiment et les gaullistes « de gôche » d'abord : pensez, Pompidou va liquider la politique étrangère du général et aussi, en passant, la « participation » ! Et puis, Pompidou, ce n'est pas un gaulliste de 1940-44, autrement dit, ce n'est pas un « vrai ». Alors, les pauvres espèrent tout de même, tristes et mélancoliques, que le vieux ne peut pas laisser une chose pareille se passer, et attendent quelque communiqué, venu de Colombey, annoncer que le général de Gaulle ne soutient aucune des candidatures en présence...

D'autres furieux : les centristes qui ne sont pas de la bande Duhamel-Fontanet, autrement dit les Poher-Lecanuet-Sudreau-Abelin. Il faut les comprendre, eux aussi : c'est grâce à « leurs » électeurs, venus renforcer la gauche, que le « non » a pu l'emporter le 27 avril, et voici que le sol se dérobe sous leurs pieds, et qu'on voudrait faire un élection présidentielle sans eux ! Alors, à l'heure où ces lignes sont écrites, on discute, on déjeune, on téléphone, on dîne, on réunit, on redéjeune, on calcule, on arithmétise, bref on cherche :

candidat, pas candidat, ralliement à Defferre ? à Pompidou ? Vive le groupe-charnière, vive la troisième force, vive la IV^e République, ma mère !

La section française de l'internationale centriste

Elle ne va d'ailleurs pas si mal merci, la IV^e République. Moi, je ne l'avais pas connue, autrement que par les livres. Mais, dimanche soir, à Alfortville, je l'ai vue. J'ai vu tout à la fois naître un « nouveau » parti socialiste (sic), et crouler sous le ridicule cette extraordinaire social-démocratie française. Quel spectacle !

Ils étaient là, tous. Oui tous : Defferre et Mollet, Notebart et Chandernagor, Savary et Uri, Bernardin et Maroselli. Tous là : l'Algérie 56, Suez, l'appel à Colombey, le socialisme « moderne » et les démons centristes.

Les délégués de l'Aude, qui toujours d'habitude se réfèrent pieusement et rocailleusement à la plus pure tradition socialiste, réclamaient que, dès le premier tour le parti socialiste laisse la place au bon M. Poher ! Ceux du Nord, qui au dernier congrès national entonnaient haut et fort l'« Internationale », soutenaient bruyamment la candidature Defferre, sous la houlette d'un Notebart qui pourtant, depuis des années, n'avait cessé de lutter contre le maire de Marseille ! Tout cela au milieu des pires combinaisons de couloirs, manœuvres dilatoires et contestations de votes.

La plupart des conventionnels, autour de F. Mitterrand, avaient préféré s'abstenir, comme on les comprend !

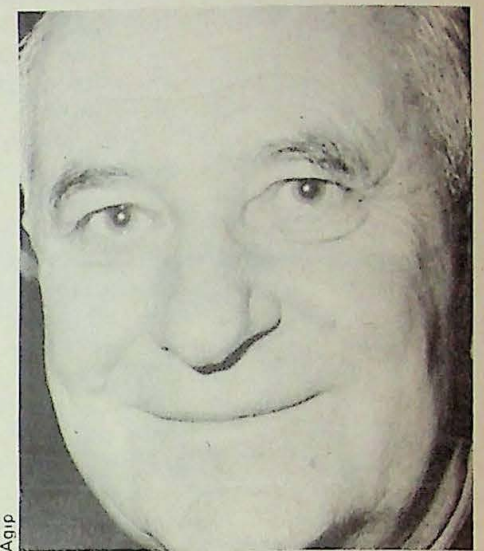
On connaît l'épilogue d'Alfortville : le nouveau parti socialiste est considéré comme constitué, alors qu'il a volé en éclats. Et Defferre est candidat à la présidence de la République.



Agip

On avait beau savoir que la S.F.I.O., c'était cela, que sa vocation centriste était désormais profonde, on avait beau connaître le rapport exact des forces, le voir se réaliser sans masques, au

grand jour est tout de même étonnant. Oui, la S.F.I.O., ou plutôt le parti socialiste comme paraît-il il faut dire maintenant, est donc effectivement devenu pleinement le parti de cette petite bourgeoisie des villes du Nord et des campagnes du Sud-Ouest, de cette cinquantaine ventripotente et fatiguée qui craint trop l'aventure et le désordre pour oser encore. Jusqu'ici elle s'en tirait encore avec l'alibi du vocabulaire : on restait au moins révolutionnaire en paroles et en déclarations de principes. Mais même cela, c'est devenu difficile : pensez, ces gens des clubs et ces quelques jeunes militants recrutés depuis quelques mois, ils seraient bien capables de prendre tout cela à la lettre ! Alors, tant pis, autant avouer ce qu'on est. On est centriste. Et après bien des contestations et des tergiversations, c'est bien cette vérité là qui parut éclatante à tous, dans cette at-



Agip

mosphère d'Amsterdam vue par Jacques Brel, qui s'emparait en cette étrange nuit du Palais des Sports d'Alfortville.

Un militant qui a déjà écrit ses mémoires...

Defferre candidat, sans programme, sans mandat clair, sans qu'une seule fois le député-maire de Marseille ait prononcé les mots « parti communiste », il ne restait plus au P.C.F. — qui continue à ignorer par ailleurs la candidature Rocard — qu'à désigner, la mort dans l'âme, son propre candidat.

C'est ce qu'a fait lundi, unanimement bien sûr, son comité central. C'est Jacques Duclos. Le choix n'est guère surprenant ; c'est un valeureux porte-drapeau. Il symbolisera bien le sérieux, l'ordre, la bonhomie du P.C.F. 69. Son âge exclut de toute façon qu'on le prenne pour un aventurier. Et puis, lui n'est pas candidat à la succession de Waldeck Rochet au secrétariat général du parti.

Les candidats sont désormais en piste. Pompidou, Defferre, Duclos. Franchement, Michel Rocard, si ta candidature est finalement maintenue, tu n'auras pas trop à te plaindre des concurrents que le sort et les appareils politiques t'ont réservés. □

Crise économique ; bilan et perspectives

Michel Breton

Après le départ de De Gaulle, au moment où Pompidou cherche à assurer le maintien au pouvoir du clan gaulliste, les difficultés économiques, auxquelles le régime a été incapable de remédier, ne font que s'aggraver. Le bilan économique du gaullisme est lourd.

Toute la politique économique menée depuis la crise monétaire de novembre était fondée sur la défense du franc : sur ce plan, l'échec est total, la France est toujours en situation de crise monétaire. Le déficit du commerce extérieur est à son niveau le plus élevé depuis 1963.

La spéculation contre le franc se poursuit à son rythme de croisière et il devient de plus en plus difficile de trouver en France les billets de 500 F qui passent la frontière et que la Banque de France doit racheter à Francfort ou à Bâle.

Depuis le début de 1969, on peut estimer les pertes mensuelles de devises à 700 millions de francs du fait du déficit commercial et à 400 millions du fait des sorties de billets.

A ce train, les réserves d'or et de devises (19 milliards) devraient fondre totalement en 18 mois. Le gaullisme laisse donc une situation monétaire où la dévaluation du franc devient difficilement évitable. Le seul problème étant de savoir quand et dans quelles conditions elle se fera.

S'il n'a pas pu résoudre la crise monétaire, le gouvernement peut se vanter en revanche d'avoir stoppé l'expansion. Après un hiver de rattrapage et d'expansion rapide, la production industrielle plafonne et le chiffre des chômeurs officiel qui est toujours resté à un niveau élevé (380.000 fin mars) risque de s'accroître au cours des mois à venir. Ce freinage de l'expansion est dû au ralentissement de la croissance de la consommation (très élevée pendant l'hiver) qui s'explique lui-même par la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

En effet, depuis la dernière hausse générale des salaires d'octobre, décidée à Grenelle, les prix ont augmenté plus vite que les salaires : par exemple, au cours du premier trimestre 1969,

prix + 1,9 %

salaires du secteur privé : + 1,5 %

La dernière caractéristique de la situation économique en effet n'est pas la moins grave : c'est la permanence d'une forte hausse des prix qui n'est pas due à la répercussion dans le prix de vente d'une augmentation des charges des entreprises (salaires, fiscalité, etc.) mais bien à la volonté du patronat d'exploiter l'existence d'une consommation élevée au cours de l'hiver et la faiblesse gouvernementale pour augmenter ses profits.

Ceux-ci se portent d'ailleurs très bien : 1968 est considéré comme une très bonne année (Cf. Saint-Gobain ou la Banque de Paris et des Pays-Bas) mais on prévoit que 1969 sera le meilleur cru depuis l'avènement du gaullisme.

La situation est triste, mais facile à résumer :

- crise monétaire latente ;
- freinage, voire arrêt de l'expansion ;
- accroissement du chômage prévu à partir du mois de mai ;
- situation pré-inflationniste du fait de la politique des prix des entreprises et de la hausse générale des prix dans le monde occidental ;

voir d'une coalition à dominante gaulliste ou centriste et dans quelles perspectives les travailleurs doivent envisager leur lutte contre le régime capitaliste.

S'il est vrai que le premier problème du capitalisme français est celui de son insuffisance de productivité, par rapport aux grandes entreprises américaines, allemandes, voire hollandaises, japonaises ou italiennes, on doit consi-

lisme international (la crise actuelle à l'intérieur du groupe Schneider est significative à cet égard). A leurs yeux le nationalisme gaulliste était un frein à la modernisation des structures industrielles parce qu'il s'opposait à l'internationalisation du capitalisme français.

Leur première exigence actuellement à l'égard d'un gouvernement de droite sera donc de supprimer les entraves à la stratégie internationale autonome des grands groupes industriels et financiers et d'en tirer les conséquences au niveau de la politique internationale, c'est-à-dire de rechercher un accord sur l'organisation économique et monétaire du monde atlantique.

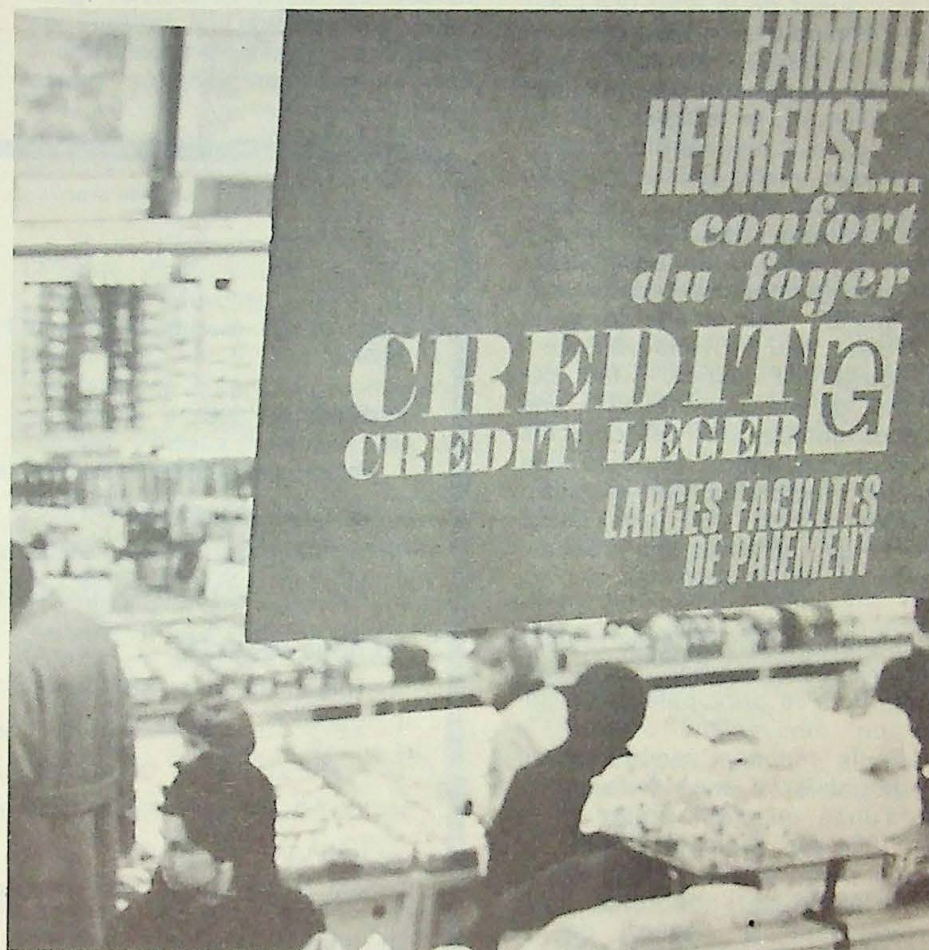
Ce grand virage de la politique extérieure française avait été amorcé par de Gaulle, il sera encore plus net avec Pompidou : ses promesses à cet égard à Giscard d'Estaing sont parfaitement claires. Un gouvernement de droite sera d'autant plus favorable à cet atlantisme économique et financier qu'il lui permettra de régler en douceur le problème de la dévaluation.

Sur le plan intérieur, l'envers d'une telle politique, c'est la réduction des dépenses publiques (investissements collectifs, entreprises nationalisées, Sécurité sociale, agriculture, et même enseignement) pour alléger « les charges » des entreprises privées et leur permettre d'être en position de force dans la confrontation internationale à la rentrée prochaine.

Qu'il y ait dévaluation ou non, la politique de la droite sera une politique de déflation, d'austérité.

Cela voudra dire également une politique de répression des luttes sociales : puisque, comme Pompidou l'a déclaré dès le 28 avril, la « participation » tient du « rêve », le pouvoir devra soutenir dans les entreprises l'action patronale de reprise en main des travailleurs, de répression à l'égard des syndicalistes.

Comment ne pas voir qu'il faut opposer à cette stratégie prévisible une solution radicalement différente, une alternative socialiste, fondée sur le développement des luttes sociales et le contrôle des travailleurs sur la gestion des entreprises.



Collombert

— stagnation du pouvoir d'achat des travailleurs et hausse exceptionnelle des profits.

L'héritage du gaullisme est lourd et d'autant plus lourd qu'il a repoussé les problèmes de l'économie française alors que ceux-ci se posent dans les termes les plus graves, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la distribution, de la sécurité sociale, de la réduction des investissements collectifs, de la prise en main croissante des capitaux européens sur l'industrie française.

On ne reviendra pas ici sur l'analyse de cette crise profonde du capitalisme français, de son incapacité à effectuer sa modernisation, sans remettre en cause ses bases sociales, de la signification à cet égard de l'intermède gaulliste.

Cette analyse a été faite par les thèses discutées à Dijon. Elle a été reprise dans le dernier article de Serge Mallet. Par contre, il est nécessaire d'envisager quelle pourra être la stratégie des milieux dirigeants de la droite capitaliste en cas d'accession au pou-

voir également que les dirigeants les plus dynamiques des grandes entreprises capitalistes ou des groupes financiers français ne conçoivent plus le développement de l'industrie française que dans le cadre d'un capita-

Des chrétiens s'interrogent sur les liens de l'Eglise et de leur foi avec la société capitaliste.

Des militants du courant socialiste cherchent à changer la vie :

GROS SEL

7, avenue de la Forêt-Noire — 67-STRASBOURG

Au sommaire des derniers numéros :

• Faut-il détruire ou refaire l'Eglise ?

• Etre révolutionnaire sans être marginal.

• La théologie du néo-colonialisme.

• L'Eglise n'est pas au-dessus de la lutte des classes.

• Critique de l'information quotidienne.

• Stratégie pour des conseils ouvriers.

• L'autogestion est-elle une revendication technocratique ?

• L'irruption des couches moyennes dans le mouvement révolutionnaire.

Envoi d'un exemplaire contre 2 F en timbres ou en chèque (C.C.P. Gros Sel Strasbourg 146 31)

Un an après

Jean-Marie Vincent

Il y a un an les manifestations étudiantes, puis la grande grève généralisée avec occupations des entreprises faisaient entrer la France dans sa plus grande crise sociale depuis le début du siècle. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Apparemment très peu. La préparation des élections présidentielles occupe le devant de la scène, le mécontentement des travailleurs ne se traduit pas en actions revendicatives systématiques, les étudiants manifestent de moins en moins dans la rue, le système répressif s'est renforcé considérablement. Devons-nous alors en conclure que tout va recommencer comme avant, que mai-juin 1968 n'aura été qu'un intermède, une sorte de manifestation de folie comme on le pense au « Figaro » ?

Evidemment, non. La situation politique actuelle, avec toutes ses caractéristiques (remontée de la droite conservatrice, émiettement de la gauche traditionnelle) est elle-même un produit de la crise de l'an passé et des modalités de son dénouement. Le général de Gaulle a vu mettre en question tant à droite qu'à gauche son autorité plébiscitaire, mais cette mise en question, qui apparaît comme une des séquelles de mai 68, est demeurée extrêmement ambiguë. A droite, on voulait se débarrasser d'un homme devenu encombrant par son entêtement à rechercher par-dessus la tête de ses partisans l'alégerie d'une grande partie de la population. Toutefois il ne s'agissait pas là d'une action précipitée devant un danger immédiat. Le passage d'une grande partie des conservateurs dans le camp du « non » fut un acte réfléchi, calculé dans l'espoir de réussir une transition à froid vers un après-gaullisme de tout repos. A gauche, l'ampleur du vote « non » ne doit pas cacher ses significations multiples. Les uns voulaient bien sûr ouvrir la crise du régime et jouer sur ses contradictions, mais une bonne partie des électeurs suivaient les partis de la gauche traditionnelle en souhaitant qu'une victoire du « non » fût l'occasion d'un retour à la « démocratie », d'un relâchement des mesures autoritaires, pro-capitalistes de la V^e République, dans le domaine économique et social.

Tout s'est passé comme si la masse des travailleurs qui s'était engagé dans les grandes grèves de l'année passée, avait conclu devant la stagnation des luttes syndicales actuelles et l'immobilisme des principales organisations politiques de gauche qu'il fallait déplacer l'axe de la lutte sur le plan électoral. Cela ne signifie pas pour autant que les aspirations exprimées et découvertes en mai 1968

ont disparu. Cela veut dire qu'elles cherchent d'autres moyens d'expression, illusoire, sans doute, si l'on considère les objectifs à atteindre (changer la condition des travailleurs), mais qui ne peuvent être négligés dans une telle situation. Il s'ensuit inévitablement après le référendum une poussée des travailleurs dans le sens de l'unité électorale qui, comme il fallait s'y attendre, met en difficulté les organisations directement regroupées derrière François Mitterrand en 1965. Les unes effrayées par la vigueur de la lutte des classes en France depuis Mai penchent vers le centrisme, les autres tentent désespérément de recoudre les mailles d'une alliance qui se défait, parce que construite sur des équivoques et des faux-semblants. De ce point de vue il est clair que l'aspiration des travailleurs à l'unité, à la lutte contre l'après-gaullisme « pompidolien » est un élément positif. Pour qu'elle devienne un facteur réel du renouvellement du mouvement ouvrier, il faut cependant qu'elle s'orienté vers une unité de combat, sur des objectifs précis, mobilisateurs au-delà des batailles électorales elles-mêmes : contrôle ouvrier, etc., c'est-à-dire transcende peu à peu ses préoccupations tactiques actuelles.

Les conditions sont-elles réunies pour une telle évolution ? Si l'on se tourne vers la principale organisation du mouvement ouvrier, le P.C.F., la réponse semble devoir être négative. La crise de la stratégie d'unité mise en pratique depuis 1964 par Waldeck Rochet ne conduit pas pour autant à un réexamen profond de l'orientation et le durcissement à l'égard de la S.F.I.O. defferriste n'implique en aucune manière l'ouverture d'un dialogue avec les forces qui se situent à gauche du P.C.F. A cet égard l'attitude prise par la C.G.T. et le P.C.F. à propos du 1^{er} mai est significative, de même que la hargne manifestée contre notre parti. Aussi faut-il constater encore une fois que la transformation de l'atmosphère politique et l'élargissement des luttes ne peuvent venir que de l'affirmation du courant socialiste défini dans les thèses du Congrès de Dijon. C'est seulement si une force politique révolutionnaire se fait sentir dans tous les affrontements, précède les mouvements de masses sans s'en détacher, livre combat sans s'isoler, que le palier atteint depuis quelques mois pourra être dépassé. Or, il est vrai que la plupart des courants qui en mai 68 sont apparus comme les porte-parole du mouvement anticapitaliste sont aujourd'hui en pleine confusion. Certains ont pris pour cible principale

le P.C.F. traité de « réviso-fasciste » et assaillent ses meetings sans se rendre compte qu'ils rendent le plus grand des services aux éléments les plus conservateurs de son appareil. D'autres prétendent faire descendre les masses dans la rue par des gesticulations frénétiques qui tombent complètement à plat. D'autres encore sont pris par la passion de l'organisation pour l'organisation oubliant qu'il n'y a pas de bonne organisation sans bonne politique.

Le vrai problème est d'en finir avec ces mythologies qui ne font qu'aggraver des faiblesses patentées en mai 68. On ne s'improvise pas direction politique sans s'être implanté dans les masses, sans avoir soumis son orientation à l'épreuve au lieu de la proclamer dans le vide. Mai et juin 1968 ont ouvert une période où le travail de masse est devenu possible pour ceux qui portent une critique de gauche au P.C.F. Mais très peu a été réalisé, quand l'action menée

n'a pas été négative dans ses effets sur les travailleurs. Mis à part les travaux du congrès du P.S.U. de Dijon, où sont les réflexions sérieuses sur le travail des sections politiques d'entreprise, où sont les éléments d'action pour le monde paysan, où sont les éléments de programme pour une liaison tactique et stratégique du mouvement étudiant avec le mouvement ouvrier ? On pourrait d'ailleurs multiplier ces constatations par dix ou par vingt sans épuiser le sujet. C'est dire que l'heure de l'examen critique et de la confrontation est venue (pour le P.S.U. aussi, bien entendu) afin que l'heure de l'action ne soit pas passée. Le courant socialiste, avec tous ses sympathisants potentiels dans les organisations politiques, les syndicats et chez les inorganisés est une force virtuelle considérable. Il s'agit de l'aider à naître dans les plus brefs délais. La crise latente ou ouverte des organisations traditionnelles est la preuve que cette naissance est à l'ordre du jour. □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

EDITIONS DU SEUIL

- LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel 7,50 F
- LA C.G.T., d'André Barjonet 4,50 F
- INTRODUCTION A UNE POLITIQUE DE L'HOMME, d'Edgar Morin 4,50 F
- HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE de Léon Trotsky (2 tomes) 19,00 F

EDITIONS MASPERO

- LIRE LE CAPITAL d'Althusser (2 tomes) 12,30 F
- A.B.C. DU COMMUNISME (2 tomes), de Boukharine 12,30 F
- PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE, de Ch. Bettelheim 6,15 F
- LE PILLAGE DU TIERS MONDE, de Pierre Jalée 6,15 F
- ROSA LUXEMBOURG : Œuvres 1 et 2 (2 tomes) 12,30 F
- MAI 68, UNE REPETITION GENERALE, de Ben Said et Weber ... 8,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

- L'IR PTION DE NANTERRE AU SOMMET, d'H. Lefebvre 15,40 F
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, de N. Boukharine 15,00 F



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e C.C.P. 58 26 65**

Répression sans frontières

Eduardo Cruzeiro, licencié de l'école des Beaux Arts de Lisbonne, a fait le service militaire en Guinée (Bissau). Il était caporal en chef de la réserve au centre d'instruction de commandos. Il a profité d'une permission pour désertier.

Approuvant les consignes antifascistes et anticolonialistes du « Front Patriotique de Libération Nationale » portugais, Eduardo Cruzeiro a déserté pour ne pas faire la guerre de répression et d'extermination contre le peuple de la Guinée dite « portugaise ».

Amené en Espagne par son activité militante, il a été arrêté et emprisonné par la police franquiste le 19 août 1968. Jugé par les tribunaux fascistes espagnols, il a été condamné à 18 mois de prison ferme pour usage de faux papiers et port d'arme illégal.

En décembre 1968, le gouvernement portugais adressa au gouvernement espagnol une demande d'extradition fondée sur le fait que Eduardo Cruzeiro est un déserteur militaire. Le 9 avril 1969, le tribunal de Madrid a accepté la demande d'extradition et décidé de le livrer aux autorités fascistes portugaises. Selon les lois fascistes en vigueur actuellement au Portugal il risque la peine de mort pour désertion.

Il ne s'agit pas seulement d'un cas grave de concession à une demande d'extradition d'un mili-

tant politique. Il s'agit d'une décision par laquelle le gouvernement franquiste, qui a été contraint malgré lui de reconnaître le droit de la Guinée dite « espagnole » à l'indépendance, et qui vient de signer un traité avec le royaume du Maroc concernant la décolonisation du territoire d'Ifni, apporte une fois de plus son soutien à la guerre coloniale menée en Guinée, comme en Angola et au Mozambique, par le gouvernement fasciste de Marcello Caetano, digne successeur de Salazar. Il s'agit en effet de remettre aux autorités portugaises un déserteur de l'armée portugaise qui mène une guerre coloniale déjà plusieurs fois condamnée par le Conseil de Sécurité et l'Assemblée Générale de l'O.N.U.

Si la décision du tribunal de Madrid était suivie par d'autres pays de l'Europe, elle serait une menace pour la vie et la liberté de milliers de jeunes portugais. Il ne faut pas oublier qu'au cours de la seule année de 1967, 14.000 jeunes Portugais ne se sont pas présentés à l'incorporation.

Il ne faut pas non plus que les assassins du général Humberto Delgado et de l'étudiant Daniel Teixeira puissent exercer leur vengeance et leur violence sur la personne de Eduardo Cruzeiro. Daniel Teixeira était déjà, au mois d'octobre dernier, la quatrième victime du « nouveau » régime portugais. □

La police chez vous

« La Police à l'O.R.T.F. c'est la police chez vous » disait une affiche de Mai. La police est toujours à l'O.R.T.F. mais l'occupation des couloirs, des studios et des bureaux ne lui suffit plus. Elle s'empare de l'écran de la télévision qui exaltait le courage de la police parisienne.

Après la diffusion de « Allô Police » le téléspectateur à droit à deux nouveaux feuilletons programmés, comme il se doit, à des heures de grande écoute.

Le premier « S.O.S. Fréquence 17 » est consacré à la gloire de la gendarmerie. Tout est mis en œuvre pour faire du gendarme un véritable chevalier des temps modernes : bon, juste et intègre. Par contre le monde dans lequel il évolue est un monde pourri. L'épisode

du lundi 28 avril montrait une bande de jeunes voyous, voleurs de voitures. « Il y en a de plus en plus » me disait le vrai gendarme qui, l'autre soir, contrôlait mes papiers, Et savez-vous où ces voyous avaient leur quartier général ? Dans la maison chargée de les « rééduquer ». Et le film laisse longtemps supposer que le directeur de cette maison est complice.

Ce film est dangereux car il est bien tourné par une équipe animée par Christian Jaques. On marche. On oublie toutes les brimades que nous infligent les policiers. Le gendarme est un héros.

Alors même que cette série sur la gendarmerie n'est pas finie une autre commence, à la gloire des C.R.S., cette fois. On ne se refuse rien. Le titre est prometteur : les cavaliers de la route. Vous verrez

à partir du samedi 3 mai, deux C.R.S. assurant l'ordre sur les routes et se lançant à la poursuite des contrevenants de tous genres. C'est programmé le samedi pour que les enfants en profitent et afin qu'ils oublient aussi les mauvaises idées données par les héros du feuilleton précédent : Tom Sawyer de Mark Twain.

Tant de flics sur le petit écran est déjà rebutant. Et en plus, il faut que cela se passe en mai. Pure coïncidence ? Sûrement pas ! Chacun a sa manière de célébrer les anniversaires.

Les enseignants coopérants

Il se passe de drôles de choses au Maroc. La France y entretient, dans le cadre de la coopération un certain nombre d'enseignants qui exercent dans des écoles françaises. Les élèves sont des Français résidant au Maroc et des Marocains. Au Maroc l'enseignement est gratuit dans toutes les écoles, sauf dans les écoles françaises.

C'est un certain M. Debré qui est responsable de cette mesure. Les familles doivent en effet acquitter chaque année des « frais accessoires de scolarité » qui, pour certains s'élèvent à un mois de salaire. Au mois de janvier dernier les parents qui n'avaient pas payé ont vu leurs enfants être privés d'enseignement. C'est une véritable ségrégation qui a été appliquée sur un simple télégramme du ministre. Aucun décret n'entérine encore cette décision.

Et comme il faut dire les choses comme elles sont, l'Association des Instituteurs Français du Maroc, section extérieure du S.N.I. est dans cette affaire un complice plus ou moins involontaire.

Récemment se réunissait le congrès de l'Association des Instituteurs. Quinze d'entre eux, de tendances fort diverses, faisaient liste commune pour éliminer la direction en place. Forts des protestations qu'avait soulevées la décision de faire payer les élèves, ils mettaient en tête de leur programme l'opposition à cette décision. Cinq instituteurs de cette liste sont élus.

L'affaire aurait pu en rester là. Mais voilà que ces quinze « gauchistes » viennent de recevoir un télégramme (encore ?) de M. Debré notifiant leur rupture de détachement. Ils rentrent en France à la fin de l'année scolaire. Bien entendu on les menace de sanctions plus graves en cas de « nouvelle faute ».

On comprend donc que défendre des positions dans un congrès syndical est une faute professionnelle. Des questions viennent à

Il ne manque plus que Guy Lux : le premier téléspectateur qui reconnaît sur l'écran le flic qui l'a matraqué l'année dernière gagne une photo dédicacée de Marcellin. Et si vous reconnaissez des traces de pavé sur le visage de ces mêmes serviteurs de l'ordre, vous gagnez un bon de souscription pour les œuvres sociales de la police.

Si vous n'aimez pas ça vous pouvez toujours vous entraîner à lancer des pavés sur votre petit écran. En attendant de pouvoir mieux faire. □

l'esprit : qui a informé l'administration de l'action des opposants ? Pourquoi le S.N.I. ne réagit pas devant cette sanction ? Est-il complice ? l'a-t-il voulue ? Le fait que Chaumont, membre du Bureau National du S.N.I. ait perdu sa place de président à l'Association des Instituteurs du Maroc est peut-être un élément de réponse... □

Le sport à l'école

Nous manquons d'enseignants c'est bien connu. Parmi eux nous manquons de professeurs d'éducation physique. Or cette année seulement 1.400 postes seront mis en concours. Manque de candidats ? Pas du tout et c'est ce qui inquiète l'Office national des Etudiants en E.P.S. Les 1.400 postes offerts ne permettront pas à tous les étudiants de dernière année d'en avoir un. Les étudiants demandent que le nombre des postes offerts soit égal au nombre des candidats de façon à ce que le jury puisse mieux apprécier la valeur des candidats. La question est posée à M. Comiti qui n'est pas pressé pour répondre. Il dira sûrement que les crédits ne permettent pas davantage. On chuchote aussi que le corps des professeurs auxiliaires serait réduit peu à peu jusqu'à sa suppression. Vive le sport à l'école !

Les étudiants demandent encore au ministre une révision complète du système d'études. Cela fait beaucoup de questions pour un seul homme. □

La brochure contenant les 17 thèses amendées et votées au Congrès de Dijon sont parues. 2 F l'exemplaire. Commandes à T.S., 54, boul. Garibaldi. C.C.P. 58-26-65 Paris.

Syndicats et candidats

Jacques Ferlus

Personne ne conteste le rôle joué par les syndicats dans la victoire du « non » au référendum. Ils ont tous adopté une position sans équivoque. Sous des formes diverses, ils ont fait campagne à l'intérieur des entreprises, à défaut de pouvoir le faire auprès du grand public. On leur avait interdit la télévision.

Les syndicalistes portent donc une part importante de responsabilités dans le départ du vieux chef. Mais le syndicalisme sait assumer ses responsabilités et on peut lui faire confiance pour maintenir le calme social jusqu'à l'élection du président de la République.

Au soir du 27 avril, les syndicalistes ont senti peser sur leurs épaules le poids des conséquences de leur choix. Ils ne peuvent rester neutres dans la bataille présidentielle, y compris F.O. qui s'est empressée de reprendre les billes qu'elle avait lancées après son congrès. André Bergeron et ses amis choisissent une fois encore d'isoler un peu plus leur centrale.

La C.F.D.T. a pris acte du résultat du référendum en affirmant qu'il était maintenant nécessaire de mettre en œuvre une politique « novatrice et démocratique ». La C.G.T. y a vu « une volonté de changement » manifestée par les travailleurs. Dans le but de présenter « une alternative démocratique au gaullisme », elle préconisait aussitôt une union de toutes les forces démocratiques de gauche.

Tout allait donc pour le mieux. On se préparait pour un grandiose 1^{er} Mai de victoire. Hélas ! On a d'abord supprimé le grand défilé. Depuis, jour après jour, les espoirs unitaires s'envolent.

« Réunissez-vous et unissez-vous... »

Pourtant, dès le début de la semaine, la C.G.T. n'a pas ménagé ses efforts. On retient que cette centrale a rencontré les dirigeants de la C.F.D.T., mais pas ceux de F.O. Elle a constaté une concordance de vues avec le P.C.F.; c'est la moindre des choses. Elle est allée voir Guy Mollet avec qui elle n'a

pas pu dialoguer; ce n'est pas étonnant. Par contre, elle a pu discuter avec la C.I.R., mais le communiqué final ne fait que constater cette rencontre. Bien entendu, la C.G.T. n'a pas rencontré le P.S.U. !

La « machine » C.G.T. s'est aussi mise en route dans les entreprises. Le mot d'ordre révolutionnaire « Réunissez-vous et unissez-vous dans les entreprises » n'a pas donné les résultats qu'on pouvait souhaiter. En fait, les militants ont fait signer des pétitions, réclamant « un candidat unique de la gauche ». Un tel mot d'ordre aurait pourtant dû permettre d'ouvrir des discussions intéressantes à la base. Et cela aurait contribué à poser les véritables questions à l'éventuel candidat. Il n'en est et n'en sera rien. La C.G.T. veut regrouper le maximum de monde sur ses positions, mais ne souhaite pas élargir le débat. On a vite fait de dénoncer comme « gauchistes provocateurs » ceux qui prétendent vouloir parler d'autre chose. Cela s'est vérifié samedi dernier chez Renault.

Une fois de plus, et c'est bien dommage, la C.G.T. tient un double langage. Car il est plus facile de revendiquer un programme commun que de commencer à y apporter sa contribution, fût-elle modeste. Quelles idées originales a avancées la C.G.T. tout au long de la semaine ?

Mai 68 n'était-il qu'une péripétie ?

La C.F.D.T. tient un langage plus nuancé. Eugène Descamps et ses amis déclarent que le programme et les alliances sont avant tout l'affaire des organisations politiques. Ils ne demandent qu'à être consultés sur les choix et les orientations. Cela les conduit à évoquer, à l'intention des éventuels candidats, les grandes aspirations des travailleurs. Parmi celles-ci : la planification démocratique, le plein emploi, le pouvoir syndical, les nationalisations des secteurs-clés, la démocratisation de la gestion des entreprises, de l'enseignement...

Si on examine la démarche de la C.F.D.T., on constate qu'elle se souvient des aspirations du mou-

vement de mai 68. On l'a déjà bien oublié celui là ! Ce sont pourtant bien les dix millions de grévistes de cette époque qui ont entamé la chute fatale du général-président. La grande majorité des salariés a la volonté de voir enfin aboutir ce pourquoi elle s'est battue. Si les « camarades » Mollet et Defferre étaient allés passer quelques minutes à la sortie des usines, ils auraient entendu un drôle de langage.

Car dans les entreprises les salariés constatent que de Grenelle il reste de moins en moins de choses. Les augmentations de salaires ont été peu à peu grignotées par la hausse des prix, et deux mois après Tilsitt aucun réajustement n'est en vue. Les diverses rencontres des partenaires sociaux n'ont débouché sur rien, exception faite d'un accord sur l'indemnisation des

de faire échec à Georges Pompidou, on trouve des syndicalistes prêts à renier, pour un temps, les options socialistes qui prédominent depuis toujours dans le mouvement syndical français.

Si les travailleurs sont forts ils n'ont rien à craindre. Ils doivent être en mesure d'éliminer Pompidou de la même manière qu'ils doivent combattre les partisans d'une soi-disant troisième force.

Pour les travailleurs, l'alternative ne peut être que socialiste. C'est à eux et à leurs organisations de rendre publiques leurs exigences. L'heure n'est pas aux formules toutes faites. Il n'est plus possible de s'abriter derrière les principes périmés d'une certaine neutralité du mouvement syndical.

Les organisations syndicales ne peuvent ni se lamenter, ni se laver



Agip

chômeurs qui a laissé, indifférente la majorité des salariés. La « négociation », selon le mot d'un syndicaliste, ne mène à rien. Si, il reste tout de même le droit syndical, c'est important mais c'est tout de même assez peu. Les salariés s'aperçoivent aujourd'hui que Grenelle n'était pas la solution de mai. Cela explique mieux pourquoi ils ont éliminé de Gaulle.

Pompidolisme et socialisme

Dans ces conditions on comprend mal pourquoi les organisations syndicales ont une crainte si grande du « Pompidolisme ». Cette crainte les empêche de prendre des positions nettes quant à l'élection présidentielle. Dans le but

des mains de la diversité des candidatures de gauche. Ce n'est pas le mouvement politique qui est divisé, mais le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Le syndicalisme peut encore se ressaisir d'ici au 1^{er} juin. C.G.T. et C.F.D.T. ont renoué des liens que la candidature communiste risque de rompre. En attendant les deux centrales auraient pu en profiter pour essayer de mettre noir sur blanc ce qu'elles attendent d'un candidat socialiste. On verra bien celui qui leur répondra d'accord sans démagogie. Car c'est bien sur les aspirations des travailleurs, et uniquement sur elles, que peut se faire l'unité. Dans cette perspective seule l'authenticité socialiste des forces politiques compte. Et sur ce point, nous ne craignons personne. □

Sept d'un coup

Michèle Descolonges

Un enfant meurt. Contre la folie des hommes qui se font la guerre, qui sont des loups, qui n'ont pas de sentiments, etc., que ne dit-on pas ?

Mais sept d'un coup, c'est pire que la folie ! s'exclament les journaux et les bonnes gens. En réalité, c'est en 13 ans que Mme Lelièvre, aidée de son mari, a tué ses nouveau-nés.

Cela paraît plus scandaleux encore, car un coup de folie, une crise de violence entrent dans nos habitudes de vie, alors qu'un tel acte, délibérément répété, n'a fait jaillir qu'un mot : monstres !

Si Mme Lelièvre avait réussi à avorter des sept enfants, peu s'en seraient scandalisés. Malgré le chiffre annuel énorme d'avortements en France (environ 800.000), personne ne crie au monstrueux. Pourtant, quelle différence y a-t-il entre un être en voie de formation et un être formé ? Tous les deux sont vivants. Est-ce un acte

contre la vie que l'on reproche à Mme Lelièvre ?

« Au temps de la pilule, de l'éducation sexuelle, de l'information collective, de l'émancipation féminine » écrit un journaliste, « la misère, et aussi, peut-être, une certaine hérédité les ont petit à petit enfoncés dans la déficience mentale puis la folie criminelle ».

Parce que l'on parle de la pilule on croit les problèmes de la contraception résolus. Il est d'abord faux que l'information soit complète, l'explication, elle, ne l'est pratiquement jamais. En supposant que chacun ait une bonne connaissance, il subsiste des difficultés, très souvent insurmontables : où s'adresser ? Comment payer (les pilules — entre 5 et 7 F par mois — et les autres moyens anticonceptionnels ne sont pas remboursés par la Sécurité Sociale) ? A partir du moment où les méthodes contraceptives, bien que légales, conservent un aspect clandestin elles supposent de la part des personnes

qui les utilisent une reconnaissance de leur vie sexuelle en tant que telle, en contradiction avec la morale ambiante. Le sentiment de culpabilité créé par cette contradiction empêche souvent l'utilisation de ces méthodes.

On dit qu'il existe une éducation sexuelle. Ce n'est pas d'une éducation qu'il s'agit, mais d'une description des phénomènes biologiques. Or la description purement biologique sert à masquer la vie sexuelle des individus, car elle n'est qu'une description de la reproduction.

En réalité, la description des phénomènes biologiques débouche toujours sur une organisation sociale. Ainsi, dans un livre réalisé pour de jeunes enfants, il est expliqué que les oiseaux « qui restent ensemble pendant l'année entière, ont tout de même une sorte de vie familiale ». On constate que la durée de la liaison sexuelle des animaux est variable suivant les espèces, et l'on conclut toujours dans le même livre que grâce à sa raison l'homme a une liaison sexuelle pour la vie, c'est ce qui le différencie des animaux !

« Les humains, quand ils sont adultes et en bonne santé, éprouvent aussi cette impulsion naturelle, mais en outre, la plupart de ceux qui tombent amoureux ont un grand désir de se marier et d'élever des enfants avec lesquels ils puissent partager leur vie. » Cette explication démontre plus qu'un long discours ce qu'on appelle l'éducation sexuelle, et par extension, la sexualité : les individus n'ont pas

une vie sexuelle propre — de leur naissance à leur mort — mais des « impulsions » qui les poussent à se marier, c'est-à-dire à rentrer dans les cadres fournis par la société.

Dans quelque société que ce soit le phénomène de reproduction est important. Mais s'il est reconnu comme l'aspect primordial de la vie sexuelle, la contraception ne doit pas à son tour devenir un phénomène social, qui ferait que les divers plans (économique, démographique, etc.) ne seraient pas remplis. D'où la faible implantation des méthodes contraceptives dans les masses.

Hypocrisie de cette société qui sait que les individus n'ont pas la possibilité matérielle d'élever beaucoup d'enfants et qui sous-entend : qu'ils se débrouillent !

Effectivement M. et Mme Lelièvre se sont débrouillés. N'en faisons pas des champions de la vie sexuelle, mais admettons que les contradictions d'une société débouchent parfois sur des actes que la raison ne contrôle pas. Mais la réaction des voisins est symptomatique : ce sont des gens gentils et leurs « crimes » ne sont que de la préservation individuelle.

Et jetons la pierre à ceux qui ne sachant rien expliquer et voulant se rassurer, crient : les monstres ! Quel est le plus monstre des deux : celui qui a tué sept vies ou celui qui par un long travail de mystification empêche les masses de vivre quotidiennement ? □

Luttes ouvrières

Lannion : les faits

Michel Ellenberger

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications (C.N.E.T.) de Lannion, organisme d'Etat, échelon décentralisé du C.N.E.T., Paris, a servi de pôle d'attraction à certaines sociétés d'électronique. Celles-ci, bénéficiant d'avantages non négligeables ont implanté quelques laboratoires de chaînes de fabrication de pièces détachées ou de câblage. Ce sont « Le Matériel Téléphonique » (L.M.T.), « Lignes Télégraphiques Téléphoniques » (L.T.T.), « Trégor Electronique » filiale de la S.A.T., « Société Lannionaise d'Electronique », filiale de la C.G.E.

Un laboratoire de la SO.CO.TEL société d'économie mixte regroupant l'administration des P.T.T. et ses fournisseurs de matériel de commutation téléphonique (C.I.T. - A.O.I.P. - C.G.C.T. - Ericson) et l'A.O.I.P s'est installé à Guin-gamp.

Notons les risques que l'existence d'une branche d'industrie

unique, fût-elle de pointe, fait planer sur la région. Remarquons aussi que dans les emplois créés il y a 75 % d'emplois féminins, la plupart sans spécialisation (70 à 72%). Les rares emplois masculins sont destinés aux ingénieurs. Les techniciens sont transplantés depuis les laboratoires de la région parisienne. Il ne faut donc pas s'étonner si avant mai 1968 il n'y avait pas de syndiqués. Depuis, une seule section a été créée : à la L.T.T. Ailleurs l'indifférence aux problèmes syndicaux est la règle.

Au C.N.E.T., où le personnel est divisé en deux statuts :

- Fonctionnaires, et
- Contractuels

il y a 30 à 35 % de syndiqués.

Dans ce secteur de l'électronique, les militants en sont donc aux préliminaires à toute action des travailleurs, c'est-à-dire à implanter l'organisation syndicale. Un bureau permanent interentreprises est en cours d'installation pour résoudre ces problèmes. □



A.F.P.

A PRES onze ans de pleins pouvoirs ininterrompus, le général de Gaulle est tombé victime des contradictions de son régime et de la crise profonde du capitalisme français.

C'est le mouvement de mai 68 qui lui a porté le premier coup. Étudiants et travailleurs ont alors prouvé que le système ne pouvait plus imposer impunément les mesures économiques et sociales impopulaires exigées pour lui par l'aggravation de la concurrence internationale. La crise monétaire de novembre a montré ensuite que les capitalistes eux-mêmes s'interrogeaient sur la capacité du gaullisme à défendre efficacement leurs privilèges et qu'ils commençaient à chercher ailleurs une solution de rechange. Cette crise donnait par là même un nouvel essor au mécontentement des masses populaires, qui voyaient fondre à vue d'œil les avantages consentis par les accords de Grenelle.

C'est dans ces conditions que le général de Gaulle a cru pouvoir, par une dernière opération politique, reconquérir à la fois sa popularité dans le pays et son pouvoir sur les diverses factions de la majorité parlementaire.

Devant la gravité des échéances qui vont se présenter d'ici à quelques mois (problèmes monétaires, crise agricole, nécessité de mener une politique d'austérité entraînant une recrudescence du chômage) les hommes politiques les plus représentatifs du conservatisme en France ont pensé que le moment était venu de mettre fin à une expérience qui risquait de leur coûter cher sur le plan social, en même temps qu'elle rendait plus malaisée, sur le plan international l'alliance qu'ils recherchaient avec les principales puissances capitalistes.

C'est pourquoi, dans le prolongement immédiat du référendum, gaullistes orthodoxes et gaullistes dissidents, conservateurs et réactionnaires de toutes nuances, se sont rapidement retrouvés derrière la candidature de Georges Pompidou. Il s'agit, pour eux, de stopper rapidement toute remise en cause des « acquis » de la V^e République : Constitution autoritaire, poids accru de l'appareil répressif, collaboration et collusion permanentes entre l'Etat et les grandes entreprises capitalistes.

Pompidou, c'est ainsi la base sociale du gaullisme mise à nu. C'est le gaullisme débarrassé de ses velléités de jouer sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis d'Amérique. C'est le gaullisme débarrassé de toutes ses prétentions à promouvoir une troisième voie entre capitalisme et socialisme. C'est l'affirmation sans fard d'une politique de classe favorable au grand capital. C'est la réintégration dans la grande famille pro-américaine. C'est le démantèlement progressif du secteur public. C'est la réduction de l'activité économique de l'Etat à une programmation de l'aide publique au secteur privé dans

La plate-forme du courant socialiste

le cadre de systèmes de prévisions à moyen et à court termes. C'est en définitive la réaffirmation de la toute-puissance du capitalisme dans l'Etat et dans l'économie.

Face à une telle entreprise, qui compte sur la passivité populaire pour réussir, il n'est pas possible d'opposer des équivoques, des faux-fuyants, des demi-mesures. Ce n'est pas en cherchant à concurrencer Pompidou sur le plan de l'ouverture au capitalisme, de l'ouverture à l'atlantisme, des concessions aux préjugés conservateurs que l'on ouvrira la voie à une victoire des forces populaires. Ce n'est pas en proposant des modifications mineures au système politique, ce n'est pas en proposant la collaboration de classes au nom de la défense de la démocratie que l'on suscitera l'enthousiasme de tous ceux qui pèsent l'oppression et l'exploitation.

En un mot, ce n'est pas en estompant les raisons profondes d'opposition et d'affrontement entre les travailleurs et les tenants du capital que l'on créera pour les élections présidentielles les conditions d'un vaste rassemblement porteur de solutions véritablement nouvelles, c'est-à-dire socialistes.

C'est là ce qu'avaient déjà compris les étudiants et les travailleurs en posant au mois de mai 1968 le problème du pouvoir dans son ensemble, non plus en termes de rechange à l'intérieur d'un système, mais en exprimant bien haut la volonté de changer le système lui-même, ou d'abolir les hiérarchies oppressives de l'Etat et du patronat, de transformer radicalement les structures sociales.

Certes, ce ne sont pas là des questions qui se tranchent sur le plan électoral mais la bataille des élections présidentielles peut être l'occasion de poursuivre la démonstration de mai 1968. Réduire aujourd'hui cette élection à un choix de personnes ou à un dosage de combinaisons partisans reviendrait à cumuler les tares du gaullisme et de la IV^e République. Ce serait un pas en arrière par rapport au niveau des luttes et au degré de conscience dont le mouvement de mai 68 reste la preuve éclatante.

Au lieu de berner les travailleurs avec de fausses solutions, de les endormir avec des illusions d'une stratégie purement électoraliste, il faut faire de l'élection présidentielle l'occasion de renforcer le

courant socialiste en vue des luttes à venir. Une telle campagne est la seule manière vraiment réaliste, vraiment utile, d'aborder la bataille électorale de demain en fonction des problèmes réels.

C'est pourquoi la campagne du courant socialiste s'adresse avant tout à la masse des travailleurs. C'est pourquoi elle doit répondre concrètement à leurs préoccupations, en apportant à la fois :

- un soutien actif aux luttes réelles qui se déroulent à tous les niveaux de la vie sociale et notamment dans les entreprises, les lycées et les universités ;

- des engagements précis quant aux mesures immédiates qu'il faut exiger pour briser la résistance du grand capital et pour ouvrir effectivement une transition vers le socialisme ;

- une vue claire des objectifs à long terme, une image claire d'un socialisme libéré de toute bureaucratie, capable de satisfaire les besoins des travailleurs et leur espérance de libération.

Une économie au service du peuple

- Aujourd'hui, les travailleurs sont en lutte contre la répression patronale, contre les bas salaires, contre la menace des licenciements arbitraires, contre l'accélération des cadences. La campagne du courant socialiste ne se contentera pas de présenter un programme pour l'avenir. Elle mettra au service des travailleurs en lutte les moyens d'information que le régime leur refuse. Elle doit faire connaître les conflits en cours, aider à leur développement, favoriser leur succès en appuyant de tout son poids les revendications des travailleurs, telles que :

- le retour progressif aux 40 heures sans réduction de salaire grâce à l'utilisation totale des possibilités ouvertes par le progrès technique ;

- l'échelle mobile des salaires avec possibilité effective de contrôle des prix et de contestation des indices ;

- l'augmentation non hiérarchisée des salaires ;

- le respect des libertés syndicales pour tous les travailleurs, nationaux ou immigrés ;

- l'interdiction des licenciements sans possibilités de réemploi ;

- le contrôle ouvrier, sur l'emploi et sur les conditions de travail ;

- le contrôle de la collectivité sur les investissements productifs.

- En même temps qu'il apportera son soutien aux luttes concrètes dans les entreprises, le courant socialiste fera connaître les mesures immédiates qui seraient seules susceptibles de consolider les succès acquis et de garantir les travailleurs contre la réaction patronale, telles que :

- le contrôle rigoureux des prix et des mouvements de capitaux ;
- la nationalisation de toutes les banques et de tous les centres de financement des investissements ;

- la socialisation, sous le contrôle des travailleurs et dans le cadre d'un plan démocratique d'ensemble, de tous les grands moyens de production monopolisés ;

- une organisation sur une base régionale et coopérative de l'agriculture et du commerce permettant aux paysans, représentés par leurs syndicats et leurs coopératives, d'orienter la planification agricole, de contrôler effectivement les moyens de transformation et de commercialisation de leurs produits ;

- la création de coopératives de distribution avec les petits commerçants permettant d'éliminer le capitalisme en associant directement les producteurs et les consommateurs ;

- une formation permanente des travailleurs qui leur permettrait de se préparer aux conversions inévitables dans une économie en pleine transformation ;

- la mise en place d'institutions décentralisées, pour une élaboration démocratique du plan à tous les stades de la société ;

- le développement des investissements collectifs, sanitaires, culturels, la mise en œuvre d'une politique sociale et démocratiquement définie de l'habitat et de l'urbanisme à partir de la municipalisation des sols.

- Enfin, la campagne du courant socialiste devra montrer, par-delà ces mesures transitoires, quelle réponse d'ensemble nous voulons apporter à la crise générale du capitalisme et de la civilisation occidentale, quelle forme le socialisme peut revêtir dans un pays politiquement, économiquement et culturellement avancé :

- un socialisme où l'exploitation de l'homme par l'homme aura vraiment disparu parce que les travailleurs n'y tomberont pas de la domination des patrons dans celle des bureaucrates ;

— un socialisme respectueux des libertés humaines, confiant dans la capacité de gestion et de création des masses, fondé sur le pouvoir effectif des représentants ouvriers dans les usines et des assemblées populaires élues à tous les échelons.

Construire un nouveau type d'Etat

L'organisation actuelle de l'appareil gouvernemental, des communes et des départements est caractérisée par la centralisation sous sa forme la plus bureaucratique et la plus rétrograde.

L'Etat français essaye de tout régler lui-même, il étouffe les libertés démocratiques, il agit systématiquement au nom d'un ordre favorable à une minorité de la population. Il intervient de façon arbitraire pour faire face aux multiples contradictions de la société.

Le courant socialiste doit clairement manifester l'opposition la plus intransigeante à un tel système étatique qui vide de tout leur contenu les formes démocratiques qui subsistent. Il appelle à lutter :

— contre la Constitution autoritaire de la V^e République ;

— pour la dissolution des corps spéciaux et parallèles de répression ;

— pour la suppression du corps préfectoral ;

— pour la levée de l'interdiction des organisations dissoutes en juin 1968 ;

— pour la réintégration des journalistes licenciés de l'O.R.T.F.

En même temps, le courant socialiste devra proposer les grandes lignes d'un type d'Etat nouveau basé sur la démocratie directe et la liberté réelle d'expression. Le projet socialiste doit faire reposer l'Etat sur une assise de collectivités de travail et de collectivités locales et régionales vivantes et actives. A tous les échelons il faut des représentations démocratiques des travailleurs, il faut, en outre, des communes assez grandes pour disposer de moyens d'intervention et regroupant des sections de quartier ou des sections rurales ; le département restant un échelon administratif, l'organe de développement réel devrait être la région disposant d'une assemblée élue au suffrage universel, d'un conseil représentant le monde du travail, d'un exécutif élu par l'assemblée, de moyens financiers autonomes et de la capacité de se doter des centres de recherche, de formation, d'urbanisme, d'équipement et de développement dont elle aurait besoin.

Communes et régions doivent assurer la représentation de l'intérêt collectif des habitants sur les entreprises locales et sur les échelons locaux et régionaux des services de l'Habitat, de la Santé, de l'Education nationale et de la Formation permanente, de la Sécurité sociale et autres grands services collectifs.

Université, culture et formation

Le mouvement étudiant est engagé dans une longue lutte contre les structures sclérosées d'un enseignement de classe. En cherchant à définir de nouveaux rapports entre enseignants et enseignés, en s'opposant à la « participation-répression » d'Edgar Faure il manifeste sa volonté de se joindre au mouvement ouvrier pour construire une société meilleure. Le courant socialiste se doit de soutenir cette action, quelles que soient par ailleurs les erreurs commises par tel ou tel secteur du mouvement étudiant et propose les éléments d'une conception socialiste de l'Université.

L'Université doit être mise au service de la société socialiste à construire et son contrôle par la bourgeoisie doit être supprimé. L'accès à l'enseignement et la formation des cadres ne doivent plus être fondés sur des critères de sélection de classe et ceci dans le cadre même de l'enseignement primaire et secondaire.

Le contrôle de la formation et de la recherche doit être immédiatement retiré à une industrie caractérisée par l'appropriation privée du profit, l'affectation des ressources doit rester publique et les moyens matériels pour assurer le fonctionnement et l'expansion d'un enseignement démocratique doivent être dégagés en priorité, l'idéologie qui est à la base de la permanence de l'exploitation des travailleurs doit être combattue en garantissant le droit de libre discussion, de libre organisation et de libre diffusion de l'information dans tous les établissements d'enseignement, en permettant le développement de la réflexion critique et en associant les représentants des travailleurs à la définition et à l'application des objectifs d'éducation, d'enseignement et de formation permanente.

La culture doit cesser d'être un privilège et un instrument de classe. Le développement culturel doit être fondé sur la participation critique de tous les travailleurs ainsi que sur la création de structures d'éducation permanente ouvertes à tous. Il faudra mettre à la disposition des associations et mouvements de culture populaire et des centres culturels de toutes natures les moyens matériels et humains nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il faudra aussi soutenir l'expression culturelle par un contrôle du marché artistique et cinématographique, par des liens étroits entre les créateurs et leur public, par le développement des formules coopératives et d'un secteur public de la culture, et par une politique de l'édition et de la diffusion au profit des jeunes et des idées nouvelles.

Une réelle politique socialiste de la formation et de la culture ne saurait se développer sans une

profonde transformation des structures des moyens d'information de masse. Pour la presse écrite, le scandale vient de ce que quelques groupes industriels et financiers contrôlent l'ensemble des entreprises, et sont donc maîtres des informations mises à la disposition des Français. Dans ce domaine, la solution vers laquelle il faudra s'orienter réside dans la nationalisation des biens de presse et leur mise à la disposition de tous les courants de pensée du pays : il s'agit de réussir ce que le gouvernement de la Libération a manqué. Pour la radio-télévision nationale, c'est le statut juridique de l'O.R.T.F. qu'il faut mettre en cause, de façon à assurer l'indépendance de la direction de l'office à l'égard du gouvernement, la protection des journalistes contre toute immixtion officielle ou officieuse, et le libre accès aux ondes des différents courants politiques, philosophiques et syndicaux.

Relations internationales

● La menace de l'hégémonie américaine, déjà renforcée dans les derniers mois du régime, pèse aujourd'hui plus lourdement encore. Les exigences immédiates du courant socialiste sont à cet égard sans ambiguïté :

— le pacte de l'Atlantique arrive à expiration cette année : il ne doit pas être renouvelé !

— des mesures doivent être prises contre la mainmise des capitaux américains sur l'économie française ;

— un soutien politique et matériel doit être apporté à tous les peuples en lutte contre les dominations étrangères, l'impérialisme et le sous-développement ;

— des initiatives doivent être prises à cet effet pour stabiliser les prix des matières premières par une transformation du système monétaire international et des mécanismes du commerce mondial.

● En même temps, le courant socialiste doit affirmer que les problèmes internationaux ne sont pas seulement affaire de l'Etat. Il doit montrer que la lutte pour l'indépendance est inséparable de la lutte populaire contre le capitalisme (ce qui explique bien le caractère illusoire et l'échec final du nationalisme bourgeois représenté par de Gaulle).

Un pays engagé dans la voie de la construction du socialisme ne saurait se refermer sur lui-même. Il doit garantir les conditions de la construction du socialisme et se placer avec l'ensemble des forces en lutte dans le monde contre l'exploitation.

A une évolution capitaliste, libérale et atlantiste, il faut opposer un combat pour une solution socialiste fondée sur la planification, le pouvoir des travailleurs et la coopération des forces anti-impérialistes dans le monde entier.



Ch. Kuhn

Déclaration du Conseil National du PSU

Mai 1968 a révélé la crise profonde de la société et l'aspiration des travailleurs à son changement.

Depuis, les travailleurs salariés, les agriculteurs et même les petits commerçants ont constaté qu'ils faisaient les frais de la crise monétaire et économique, des concentrations et de la fuite des capitaux. L'échec des conversations de Tilsitt en a été la confirmation.

L'ensemble de ces mécontentements a entraîné la victoire du non au référendum et la chute de De Gaulle.

Il faut maintenant unir toutes les forces qui aspirent à une transformation complète de notre société, c'est-à-dire à une victoire du socialisme. Il faut en finir avec les replâtrages qui visent au rétablissement de la IV^e République et à une gestion loyale du régime capitaliste. Ce qu'il faut unir, ce n'est pas une gauche vague et indéfinie, puisque sous ce nom se rangent des hommes qui visent seulement à des replâtrages et à des compromis avec la droite et le centre, ce qu'il faut unir, ce sont les forces sociales et les organisations, et tous ceux, hommes et femmes, qui veulent abattre le capitalisme et pas seulement le gaullisme.

Pour répondre à cette attente, le conseil national du P.S.U. investit son secrétaire national, Michel Rocard, comme candidat à l'élection présidentielle.

Il confirme la position constante du bureau national depuis le 27 avril d'accepter et de rechercher tous les contacts avec les forces socialistes en vue d'examiner les conditions d'un accord sur une candidature d'alternative socialiste répondant à l'immense espérance d'unité des travailleurs.

Il mandate le bureau national pour juger des résultats de ces contacts et en tirer les conséquences quant au maintien de la candidature de Michel Rocard.

Chine : une bataille politique intense

Jean-François Hermann

Le IX^e Congrès du Parti communiste chinois a clos ses délibérations le 24 avril, après trois semaines et demie de discussions sur lesquelles les informations demeurent encore très fragmentaires. La longueur inhabituelle de ces travaux laisse supposer que les accords ont dû parfois être difficiles à réaliser. Cependant, ce congrès consacre à la fois le triomphe de la Révolution culturelle en tant que lutte politique et l'avènement du maoïsme en tant que doctrine officielle de la Chine.

Au mois d'avril 1966 naît ce phénomène qui va stupéfier le monde : la Révolution culturelle et ses fameux Gardes rouges. Cette agitation de millions de jeunes qui s'attaquent à tout ce qui symbolise un passé abhorré, à tous ceux qui s'opposent à Mao, s'accompagne de la montée fulgurante du maréchal Lin Piao qui, dès le 18 août, lors de la 1^{re} revue des Gardes rouges, devient dans la terminologie officielle : « le plus intime des compagnons d'armes de Mao Tsé-toung ». Cette ascension illustre le poids grandissant de l'Armée populaire de Libération au sein de la nation chinoise. Depuis la mise à l'écart du maréchal Peng Teh-huai en 1959, et son remplacement par Lin Piao, l'armée est redevenue conformément aux thèses de Mao une armée « vivante au sein du peuple comme un poisson dans l'eau » et « un outil pour le travail politique ».

Déjà en 1929, Mao, qui entamait son expérience des bases rurales de guérilla, insistait sur les tâches politiques qui incombent à l'armée révolutionnaire : « On croit que les tâches de l'Armée rouge sont les mêmes que celles de l'Armée blanche : se borner à combattre. On ne sait pas que l'Armée rouge chinoise est une organisation armée qui exécute les tâches politiques de la révolution. » « L'Armée rouge ne fait pas la guerre pour la guerre, elle se bat pour la propagande au sein des masses, pour organiser les masses, pour armer les masses, pour aider les masses à mettre sur pied le pouvoir révolutionnaire. »

Retour au communisme de guerre

Ce retour aux règles en vigueur à l'époque du communisme de guerre amène l'élimination de nom-

breux cadres du Parti et d'intellectuels tenants de la « ligne noire », c'est-à-dire partisans d'une pause sur le chemin de la révolution. Las d'une frugalité spartiate qu'ils connaissent depuis toujours, ces néo-bourgeois aspirent à jouir enfin du fruit de leurs efforts. Mao craint que cette classe qui a perdu son ardeur révolutionnaire ne réussisse, à plus ou moins long terme, à faire « sombrer dans le révisionnisme » la Chine qui suivrait ainsi « l'évolution décadente de l'U.R.S.S. ».

Pour éliminer cette nouvelle bourgeoisie, Mao invente la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Il s'agit d'une nouvelle phase de cette révolution ininterrompue, phase qui doit conduire la Chine un peu plus haut dans l'édification du socialisme.

Au grand bond en avant économique de 1958 qui grâce à ses communes populaires devait être un raccourci sur la voie du communisme, répond ce grand bond en avant politique. Liu Chao-chi, « le Khrouchtchev chinois », Teng Hsiao-ping, premier secrétaire du Parti, et leurs « complices » accusés d'être des partisans de la « ligne capitaliste » sont dénoncés dans des milliers d'affiches murales qui leur promettent un sort digne de leur trahison : « Ecrasons les têtes de chiens. »

Mais l'instauration de comités révolutionnaires sur la base de la « triple alliance », c'est-à-dire sur l'alliance des masses, des cadres révolutionnaires — qui selon Chen Po-ta représentent 95 % des cadres — et des militaires, ne se déroule pas sans difficultés. Des troubles sanglants sont signalés dans presque toutes les provinces. Pourtant dans le dernier trimestre 1968, après un an et demi d'efforts et le soutien pratiquement sans défaillance de l'A.P.L. les derniers comités révolutionnaires se trouvent mis en place. A trois exceptions près, tous ces comités sont présidés par des militaires. Cette nouvelle administration provinciale et locale quadrillant la Chine de façon très étroite, il devient possible et même indispensable de réunir le IX^e Congrès du P.C.C. dont la tâche sera à la fois de prendre acte des bouleversements intervenus depuis le dernier congrès, c'est-à-dire depuis septembre 1956, et de définir les grandes orientations qui fourniront au pays des 800 millions les clefs de l'avenir.

Le IX^e Congrès voit la destruction de l'ancien appareil du P.C. et l'émergence de nouveaux cadres révolutionnaires. Autour de Mao qui demeure le « guide », le « grand timonier », se trouve rassemblée l'équipe de la relève. Dans l'ordre hiérarchique, on trouve :

— Mao Tsé-toung : président du Parti ; Lin Piao : ministre de la Défense, vice-Premier ministre et successeur désigné par Mao ; Chou En-lai : Premier ministre et inamovible n° 3 ; Chen Po-ta : idéologue ; Kang Sheng : chef des services secrets ; Mme Chiang Ching : 3^e femme de Mao.

Sur les vingt-quatre membres du bureau politique douze sont des nouveaux venus dans cet organisme suprême du Parti et onze des officiers supérieurs, alors que le précédent bureau n'en comptait que sept.

Mais cette relève ne s'accompagne d'aucun rajeunissement : Mao a 76 ans, Lin Piao 62 ans, et Chou 70 ans. La moyenne d'âge du bureau politique est d'environ 60 ans. La plupart sont des vétérans qui militent depuis 1921, c'est-à-dire depuis la création du P.C.C. et qui sont passés au travers des massacres nationalistes et japonais et des purges.

Un dernier point dans la composition du bureau politique mérite d'être signalé. On assiste au sein du bureau à la constitution d'un groupe dont les rapports sont purement familiaux.

Siègent, en effet, Mme Chiang Ching épouse de Mao depuis 1939, M. Yao Wen Yuan, jeune idéologue du Parti — il aurait une trentaine d'années —, qui, en épousant Mlle Li Ming au début de la Révolution culturelle, est devenu le gendre de Mao ; Mme Yeh Chun, inconnue jusqu'en 1966 et aujourd'hui propulsée à la douzième place, se trouve être la femme de Lin Piao. Ainsi grâce à ces pratiques népotiques, le tandem Mao-Lin Piao est assuré de cinq voix.

Une âpre lutte pour le pouvoir

Liu Chao-chi, élu président de la République en 1959 et déchu de ses fonctions en octobre 1968, ex-numéro deux et dauphin de Mao, disparaît de la liste des officiels du régime. Il rejoint à « la poubelle de l'histoire » Teng Hsiao-ping.

Ainsi la Révolution culturelle fut-elle en partie une âpre lutte pour le pouvoir, une course à la succession du dieu vieillissant. Mais la Révolution culturelle fut également une authentique révolution, un combat extrêmement serré entre les partisans de deux « lignes » opposées. Mao, en cherchant à ressaisir un pouvoir qui lui échappait, invitait le peuple chinois à mener une action à « cent pour cent prolétarienne ». Pour réaliser cette opération sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste, le président du Parti lance la jeunesse à l'assaut du Parti devenu place forte du révisionnisme.

Cet aspect offensif se double d'un aspect défensif : il s'agit d'affermir de façon définitive le pouvoir politique instauré le 1^{er} octobre 1949. Ce second volet de la Révolution culturelle est en fait un terrible aveu d'échec. Près de vingt ans après la proclamation de la République populaire de Chine, Mao reconnaît implicitement que le régime qu'il avait assis après une lutte opiniâtre de plusieurs décennies, une somme incommensurable de souffrances, une montagne de victimes — Chou a avancé le chiffre de 50 millions au cours d'une conversation avec Ben Bella — avait failli être renversé, certains rouages clefs de l'Etat, de l'économie, de l'armée étant tombés entre les mains « d'adversaires du communisme ».

Ainsi même en régime socialiste le pouvoir corrompt.

Depuis le coup de frein donné aux mouvements des communes populaires et la relative mise à l'écart de Mao, dans la période 1959-61, la plupart des observateurs étrangers avaient constaté un affaiblissement du zèle révolutionnaire au sein des masses, l'apparition de tendances bureaucratiques, l'extension du nombre et de la superficie des parcelles individuelles des paysans, le partage des réserves de grains de communes populaires, la baisse du tonus militant des cadres du Parti et de l'économie, l'intérêt accru pour le profit individuel, la naissance d'une certaine coquetterie vestimentaire chez les femmes, et la résurgence dans l'art et la littérature de certaines scènes de la Chine impériale, résurgence d'ailleurs accompagnée parfois de critiques plus ou moins voilées du réalisme socialiste. Comme Trotsky et Djilas, Mao dénonce l'apparition de cette « nouvelle classe » dont l'idéologie réhabilite certains aspects du système capitaliste.

La loi de la collectivité

Pour éviter que ne resurgisse une nouvelle fois cette couche de néo-mandarins qui ont des affinités certaines avec les dirigeants de l'Union soviétique, le IX^e Congrès, à l'instigation et sous l'impulsion du tandem Mao-Lin Piao, va s'efforcer de « gommer », par « un vaste mouvement d'éducation socialiste », la

base sociologique d'une éventuelle restauration bourgeoise. Dans les campagnes, les « paysans pauvres et moyens inférieurs » groupés en ligues d'activistes veilleront à ce que les biens collectifs ne soient pas dilapidés et à ce que les répartitions de biens entre les coopérateurs laissent à la commune des réserves importantes, volant de sécurité nécessaire pour faire face aux calamités naturelles dont la Chine connaît si souvent les effets. Les ouvriers seront invités à abandonner une partie des avantages matériels qui leur ont été consentis et à participer plus activement à la gestion de leurs entreprises. Les thèses de Liu, pour qui la direction des unités de production devait être confiée exclusivement à des experts compétents, se trouvent ainsi de nouveau condamnées.

Des mesures particulièrement strictes frapperont les intellectuels qu'ils soient cadres, professeurs ou étudiants. Le bon style consistera à lier la pratique à la théorie. Il ne s'agit plus d'étudier pour devenir fonctionnaire ou technicien d'élite. Le « rat de bibliothèque » partagera désormais son temps entre l'étude de sa technique, la Pensée de Mao et le travail manuel qui lui permettra de demeurer à l'unisson des masses laborieuses. « Rejetant les déchets de sa tête », l'intellectuel se trouvera ainsi coulé au même moule idéologique que les ouvriers et les paysans pauvres. Cette relève des « anciens » techniquement compétents par les « nouveaux » purs révolutionnaires risque d'engendrer dans les premiers temps une certaine confusion mais comme durant la Révolution culturelle, l'armée, qui a déjà imposé ses modes d'organisation à l'industrie et à l'agriculture, veillera à ce que l'économie du pays ne subisse pas de trop graves dommages.

Le Chinois à l'issue de ce IX^e Congrès se doit d'avoir une conscience vive de l'importance capitale de l'orthodoxie doctrinale, de la solidarité prolétarienne, de son inexistence en tant qu'individu séparé de la collectivité, de la priorité de la foi révolutionnaire sur l'efficacité technique. Plus que jamais le slogan « politique d'abord » demeure d'actualité. La ferveur révolutionnaire doit d'ailleurs « diriger, stimuler et développer la production ».

Mais la naissance de cet « homme socialiste » et le combat anticapitaliste se poursuivra, en Chine même, durant de très longues années. Déjà en septembre 1962, lors de la X^e session du Comité central, Mao, dans une révision originale du marxisme-léninisme, affirmait que la marche au communisme n'est pas fatale et que le socialisme n'est installé dans un pays qu'après une très longue période critique.

Le maître à penser de la Chine déclarait alors que, sous une adhésion de façade au socialisme, les anciennes classes exploiteuses sapent la révolution et minent la dictature du prolétariat. Dans l'agriculture, tant que la propriété privée



A.F.P.

des sols n'est pas totalement abolie, subsistent « des tendances capitalistes spontanées » avec formation d'une paysannerie riche. Les petits producteurs des villes non touchés par la collectivisation seraient eux aussi perpétuellement fascinés par la voie capitaliste. Si ces ennemis du socialisme réussissent à débaucher une partie de la classe ouvrière, de la jeunesse, des cadres du Parti et de l'administration et certains intellectuels, ces nouveaux bourgeois ligés aux anciens bourgeois, dépossédés mais non écrasés, pourraient parvenir à jeter bas le socialisme. Cette coalition constituerait la base sociale du révisionnisme triomphant en U.R.S.S.

La lutte de classes continue

Ainsi pour Mao et ses fidèles la lutte de classes existe-t-elle en régime socialiste et cela pour une « très longue période historique », « pendant des centaines d'années ». La société communiste, exigeant pour s'épanouir la naissance d'un « homme nouveau », demandera, selon le président du P.C.C., dix ou vingt générations pour voir le jour.

Dans son rapport inaugural Lin Piao insiste longuement sur cette question essentielle. « Une grande victoire vient d'être remportée mais on ne doit pas se reposer sur les lauriers et relâcher la vigilance. La lutte entre les deux lignes continuera encore longtemps. » « Prétendre que nous avons remporté la victoire finale est faux et contraire au marxisme-léninisme. »

Pour éviter que ce laps de temps considérable ne soit mis à profit par les forces antisocialistes pour conduire la Chine sur le chemin du révisionnisme, Mao invite les jeunes

à « révolutionner » périodiquement la révolution. Écoutant ces conseils le IX^e Congrès qui doit être celui de « l'unité et de la victoire » fait une large place parmi ses 1.512 délégués à des membres de la Garde rouge qui ont participé activement à la Révolution culturelle. Associée aux ouvriers, aux paysans pauvres, et aux soldats, la Garde rouge, qui a « liquidé » la ligue de la jeunesse autrefois pépinière privilégiée du Parti, doit assurer une « liaison intime entre les dirigeants et les masses », et permettre au Parti de retrouver ses effectifs d'antan. La suppression de toute période probatoire autorisera cette absorption sans délai de « sang neuf ». Outre le parrainage par deux membres du Parti, on exigeait autrefois de l'ouvrier et du paysan une période d'essai de six mois ; cette période était portée à un an pour l'employé, l'artisan ou l'intellectuel. On n'adhérait moins au Parti qu'on était reçu par le Parti. Quant aux ex-membres du P.C. qui se sont opposés aux maoïstes on cherchera dans toute la mesure possible à les corriger et à leur faire percevoir leurs « erreurs ». Il s'agit plus de récupérer que d'éliminer.

Toutefois « les renégats confirmés, les agents ennemis, les personnes absolument non repentantes qui se trouvent au pouvoir, et s'engagent dans la voie capitaliste, les éléments dégénérés et éléments de classes hostiles doivent être exclus du Parti et ne plus y être réintégrés. »

Armé de la « Pensée de Mao qui a porté le marxisme-léninisme à un degré supérieur et complètement nouveau », le Parti, ainsi rénové, se trouvera alors à même de résoudre sur les plans théorique et pratique tous les problèmes qui se posent à la Chine dans son édification du socialisme. □



A.F.P.

Allemagne-Ouest

Social-démocratie ankylosée

De notre correspondant Louis Henry

Bad Godesberg, petite ville résidentielle des environs de Bonn, a été le théâtre du Congrès du Parti social-démocrate allemand (S.P.D.). A l'ordre du jour, la réforme électorale — qui restera en suspens au moins jusqu'aux législatives prévues pour le 28 septembre, la politique financière, la reconnaissance ou non de l'Allemagne de l'Est, la question des alliances et de la reconduction éventuelle de la coalition avec les chrétiens-démocrates, le traité de limitation de l'industrie nucléaire et son utilisation à des fins pacifiques.

Brandt désavoué

Le président du Parti socialiste allemand, Willy Brandt, qui s'est déclaré prêt à assumer les fonctions de chancelier fédéral actuellement dévolues à Kiesinger, a été violemment critiqué par certains délégués, dont Radke (Hesse du Sud), en particulier sur les questions de finances sociales. Deux motions réclamaient qu'une partie des bénéfices des grandes entreprises serve à la constitution d'un fonds de compensation destiné à dédommager, sous forme d'aug-

mentations de salaires, les catégories défavorisées. Après un premier vote favorable, Brandt déclina la responsabilité morale du contenu de ces motions — finalement repoussées — invoquant des considérations d'ordre technique et économique. Le ministre de l'Economie, Schiller, et l'expert de la fraction parlementaire S.P.D., Möller, l'en auraient, au reste, dissuadé. Bien que la presse allemande, tout comme d'ailleurs la presse française, ait glissé sur l'importance des controverses et des désaccords qui s'en sont suivis, on peut imaginer la nature de l'impression qu'un délégué honnête a emportée de cette confrontation interne des cadres de la social-démocratie.

A l'heure de la dime

Naturellement, la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est fut également rejetée, après la mise aux voix ; les raisons invoquées en sont que les dirigeants du Parti socialiste unitaire (S.E.D) ne paraissent pas prêts, de l'autre côté de la Spree, à envisager objectivement des négociations allant en ce sens.

Dès lors, la reconnaissance sans contrepartie du régime de Pankow reviendrait à faire un cadeau gratuit à Ulbricht. Mais, est-il besoin de le préciser, le spectre d'une telle initiative a également projeté son ombre pernicieuse sur les élections de l'automne : comment l'électorat ouest-allemand pourrait-il comprendre qu'un parti au pouvoir à Bonn préconise la fraternisation avec le régime d'en face ?

La discussion sur le projet de la réforme électorale, qui favoriserait les grands partis au détriment des formations plus modestes, a été renvoyée à un problème prochain congrès (à moins que ce ne soit aux calendes grecques). On sait que des dispositions spécialement étudiées et fonction de l'arithmétique parlementaire seraient susceptibles d'amincir l'effectif des néo-nazis du N.P.D. dans le prochain Bundestag. Mais la question se pose de savoir si le procédé est démocratique. Et puis la social-démocratie a d'autres scrupules évidents : qui sait si un jour, pour gouverner, elle n'aura pas besoin des libéraux, rompus à toutes les alternatives, et qui, en attendant, se trouveraient fort handicapés par

le nouveau projet de loi et se souviendraient du coup d'étrille. Mais ici, on touche la question des alliances. Avec la même assurance et la même bonhomie feintes, Brandt eut tôt fait de rappeler aux hurluberlus du phalanstère que le choix des alliances ne regarderait, en temps opportun, que la direction du parti et que l'heure n'était pas aux questions d'anticipation. On serait même tenté de dire de « science-fiction » car, à la fin du compte, dans un pays où l'opposition véritable n'est qu'extra-parlementaire, comment imaginer une social-démocratie allemande acquiescée à d'autres gens (libéraux mis à part) qu'à des réactionnaires du genre chrétien-démocrate ? A l'heure où les impôts atteignent, pour des revenus très moyens, le quart du salaire annuel et où l'on doit en plus verser le dixième de ces charges à l'Eglise, donc payer la dime — la Révolution de 1789 n'ayant pas encore eu lieu ici — à l'heure où la quasi-totalité de la presse est dans la main de négociants du modèle Springer, il ferait beau voir que des membres du Parti social-démocrate viennent troubler la fête avec des allusions à une nouvelle orientation politique du parti !

Ubu fait carrière

Pour le public, il y eut quelques coups de pieds à Schröder (C.D.U.) dont les compétences en matière de Défense et de Bundeswehr (armée fédérale) ne seraient pas encore à la hauteur de la tâche (?) et pour Strauss, chrétien-social (C.S.U.), qui n'aurait même pas le courage de la responsabilité de son « Bayer Kurier » (le « Courrier de Bavière »), la feuille de chou du parti bavarois. A en croire Brandt, cette publication ne serait pas désavouée par le néo-nazi Adolf von Thadden lui-même. Pour une fois, ce jugement péremptoire ne proviendra pas d'un intellectuel marxiste.

Mais le clou de ce congrès, ce fut sans conteste le numéro de prestidigitation du ministre des Affaires étrangères (toujours Brandt) pour rasséréner la partie de l'auditoire qui réclamait le relèvement des salaires des travailleurs. On le vit y mettre tout son talent d'acteur qui est grand, sans toutefois parvenir à contenir entièrement sa colère. « Je regrette que mon explication apparaisse comme une pression », lança-t-il, amer. Peu importe, « le Congrès social-démocrate s'est achevé dans l'ordre », a titré je ne sais plus quel grand quotidien allemand — en cela ni plus ni moins serein que ses confrères. En République Fédérale, le Père Ubu, qu'il soit professeur d'Université, fonctionnaire ou militaire dans la Bundeswehr — en dépit de quelques étudiants contestataires — fera encore longtemps carrière. Puisse tout de même le dernier Congrès S.P.D. faire réfléchir les Français en mal de restauration de la social-démocratie parlementaire. □

Avec Al Fatah

Henry Rosengart

Dans notre numéro 406, sous le titre de « La Paix au Moyen-Orient », notre camarade David Weill, exprimait un certain nombre de critiques à l'égard de ceux qui soutiennent le combat des organisations palestiniennes. Henry Rosengart exprime ici un point de vue qui lui est totalement opposé. Il est dans le rôle de Tribune, de laisser s'exprimer tous ces points de vue. En sachant qu'une réflexion commune et approfondie doit se dérouler sur ces problèmes.

De mois en mois, la situation s'éclaircit au Moyen-Orient. Nous sommes loin de l'in vraisemblable confusion d'esprit de la guerre de Six jours. C'est que le problème a pris aujourd'hui ses véritables dimensions. Ces masses palestiniennes opprimées, qui n'étaient jusqu'à une date récente qu'un enjeu politique entre les mains des politiciens, les voici enfin représentées par une organisation dans laquelle elles se reconnaissent. Ici comme en d'autres lieux, l'exemple vietnamien aura servi : sous la direction d'Al Fatah, le peuple palestinien cesse d'être l'objet de soupirs bien-pensants et de subtiles considérations techniques ; il n'y a plus désormais de « douloureux problème des réfugiés » ; il y a un peuple qui prend conscience de son identité nationale et s'engage (tous les observateurs le reconnaissent) sur le chemin de la « guerre du peuple », c'est-à-dire d'une guerre de longue durée, à la fois et **indissociablement** politique et militaire où la violence n'est plus exercée par de petits groupes d'intellectuels mais par les masses populaires.

Expression la plus authentique des aspirations nationales palestiniennes, Al Fatah — comme le F.N.L. du Sud-Vietnam — ne cherche pas à brûler les étapes par des mots d'ordre prématurés : comme la déclaration en cinq points du F.N.L., sa déclaration en sept points met l'accent sur le caractère **national** de son combat. En même temps s'évanouissent les mots d'ordre incendiaires lancés sur les ondes arabes pendant la guerre de Six jours : le nationalisme d'Al Fatah n'a aucun rapport avec cet ultrachauvinisme digne de l'été 14. L'interview de Khaled Nohiedinne, reproduite dans « T. S. » du 30 janvier dernier, confirme la dé-

claration officielle d'Al Fatah. La lutte armée n'a pas été décidée au terme d'on ne sait trop quel « romantisme de la violence-pour-la-violence » (« romantisme » sur lequel mettent curieusement aujourd'hui l'accent des personnalités qui, hier, se présentaient en admirateurs du peuple vietnamien...) mais parce qu'elle est la seule solution pour faire reconnaître un droit : celui des Palestiniens de vivre sur leurs terres. Si ce droit est reconnu, toutes les négociations deviendront possibles.

L'enjeu

Qu'est-ce qu'Al Fatah ? Qu'est-ce que le peuple palestinien ? Pour le savoir, on se reportera avantageusement aux textes dont les références figurent en fin d'article — notamment à la remarquable enquête de Gérard Chaliand, parue dans le « Monde diplomatique » de mars dernier. Plutôt que de les résumer ici, il nous paraît important de tenter de répondre à une question qui n'a peut-être pas été assez débattue : à travers la lutte des Palestiniens, quel est l'enjeu international ?

On sait quels intérêts économiques et financiers l'impérialisme américain et européen entendent préserver au Moyen-Orient.

Dans le « Nouvel Observateur » du 16 décembre 1968, Jean Daniel a justement rappelé que le lobby pétrolier a financé une grande partie de la campagne électorale de Nixon, ajoutant que ce lobby « n'a jamais été aussi puissant qu'aujourd'hui », et précisant que les intérêts stratégiques américains sont profondément liés à leurs intérêts pétroliers (notamment en Arabie Saoudite et en Lybie). Or, qu'est-ce qui risque de remettre en cause ces privilèges ? Les for-



Keystone

ces progressistes du monde arabe. Et comment les freiner ? En soutenant plus ou moins ouvertement, suivant les circonstances, et en tenant compte de leur antagonisme, le gouvernement israélien d'une part, les gouvernements arabes d'autre part. Ne nous étonnons donc pas si les résistants palestiniens, quant à eux, n'hésitent pas à mettre en cause **à la fois** l'Etat d'Israël et les régimes en place dans les pays limitrophes. Ne nous étonnons pas non plus si cette résistance, c'est-à-dire l'entrée en scène d'une organisation enfin représentative des espoirs populaires, inquiète aujourd'hui **toutes** les parties considérées, de Washington à Londres, en passant par Jérusalem et Le Caire. Sans oublier bien entendu Moscou qui, soucieux de préserver et d'étendre ses avantages politiques et économiques dans les pays arabes, voit en Al Fatah un danger grandissant et, tout en faisant les yeux doux à Washington, renforce de jour en jour sa flotte en Méditerranée afin de pouvoir négocier dans une position de force. Ne soyons pas surpris enfin si la Chine soutient Al Fatah par tous les moyens possibles...

C'est que l'enjeu au Moyen-Orient n'est pas seulement économique, au sens le plus étroit du terme. Si **toutes** les grandes puissances y sont présentes, ouvertement ou indirectement, c'est parce que cet enjeu est fondamental pour l'avenir du monde. Bien plus fondamental encore, disons-le nettement, qu'en Asie du Sud-Est, en Amérique latine ou en Afrique noire. Car, au Moyen-Orient, le monde dit « développé » est présent avec toutes ces contradictions. Ce n'est pas seulement le pétrole ou les intérêts stratégiques qui y sont

vigoureusement défendus : c'est tout un système de « valeurs » (ce que les Cubains appellent l'impérialisme culturel) sans lesquelles l'impérialisme économique et politique ne pourrait longtemps subsister. En ce sens, Israël (à la différence des Etats arabes, qui ne sont l'objet que de marchandages classiques) représente bien la pointe avancée de l'impérialisme occidental. C'est en Israël — tête de pont idéologique et politique de l'ensemble de l'Occident impérialiste au sein même du tiers monde — que s'incarnent des siècles d'une civilisation judéo-chrétienne aujourd'hui intimement liée à ce qu'on appelle les « valeurs bourgeoises ».

Comment être surpris alors que l'existence même de l'Etat d'Israël apparait aux Arabes, et surtout aux Palestiniens qui en sont les premières victimes, comme un insupportable défi ? Dans cette richesse, dans cette morale, insolemment étalées face à leur pauvreté et à leur culture frustrée, et cela sur une terre dont ils ont été expulsés avec l'appui ou l'accord tacite de l'Occident tout entier, les Arabes ne peuvent voir qu'une insulte permanente à ce qu'ils sont, que l'incarnation politique permanente de leur oppression. On comprend pourquoi, dans sa déclaration en sept points, le comité central d'Al Fatah précise (point n° 6) que « la Palestine faisant partie de la patrie arabe, le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fatah œuvrera pour que l'Etat palestinien (futur) contribue activement à l'édification d'une **société** arabe progressiste et unifiée ». D'une **société** qui, depuis près de cent cinquante ans est intolérablement opprimée par la **société** occidentale capitaliste qui, non contente de

Déclaration du Mouvement de libération nationale de Palestine



A.F.P

La détermination inébranlable du peuple palestinien résolu de prendre en main son propre destin pour reconquérir son territoire national et sa souveraineté crée une situation nouvelle au Moyen-Orient qu'il sera de plus en plus difficile d'ignorer.

Jusqu'ici, l'action sioniste auprès d'une opinion internationale abusée par une entreprise d'intoxication sans précédent tentait de faire oublier délibérément le problème palestinien en le réduisant à un affrontement entre Israël et les Etats arabes environnants alors qu'il s'agit, en réalité, de l'existence et de l'avenir d'un peuple chassé depuis vingt ans de son foyer national. C'est là que réside la cause essentielle du conflit du Moyen-Orient.

Par la ruse, la force et l'agression permanente qu'il veut génératrice du fait accompli et du droit, Israël menace l'existence de ce peuple et poursuit des objectifs annexionnistes. C'est l'expansionnisme illustré par l'accaparement de la Palestine, manifesté tout au long de ces vingt dernières années et plus récemment à la suite de l'agression du 5 juin 1967, par l'occupation de vastes territoires arabes au mépris des droits fondamentaux de l'homme et de toute morale.

L'action révolutionnaire engagée par le Mouvement de Libération Nationale « FATAH » et son avant-garde armée « EL ASSIFA » témoigne de la prise de conscience irréversible et de la volonté du peuple palestinien de libérer, par la lutte armée populaire, le territoire conquis et colonisé par des forces étrangères rétrogrades fondées sur le sectarisme religieux, la haine raciale et pratiquant une politique de discrimination et de persécution à l'égard des Arabes palestiniens chrétiens et musulmans.

Face à la lutte opiniâtre du peuple palestinien contre l'usurpation de sa patrie, Israël s'efforce, comme il l'a toujours fait, de ramener devant l'opinion internationale ce combat politique, à une question uniquement humanitaire et technique intéressant la situation de réfugiés. Mais, de l'aveu même d'Israël, le désir de réunir et détruire cette inflexible volonté du peuple palestinien, incarnée par le Mouvement de Libération Nationale FATAH, a été l'une des causes de l'agression du 5 juin 1967. Celle-ci n'a eu pour effet que l'intensification de la lutte révolutionnaire du peuple palestinien, faisant de la résistance arabe et de la non-capitulation, privé du droit élémentaire d'exister sur son propre sol, réaffirme dans l'action armée sa foi inébranlable dans l'avenir. Il ne reculera devant aucun sacrifice pour la restitution de la terre qui est la sienne.

La lutte révolutionnaire du peuple palestinien s'inspire des idéaux les plus élevés de notre époque. Elle s'inscrit dans le cadre des luttes de libération nationale contre le colonialisme

et l'impérialisme. Israël, produit d'un colonialisme et d'un expansionnisme européen périmés, demeure un instrument de l'impérialisme pour s'opposer au progrès des peuples arabes et entraver leur mouvement de libération.

Face au danger permanent pour la paix que constitue Israël, le Mouvement de Libération Nationale Palestinien FATAH, sûr de sa juste cause et décidé de récupérer la patrie usurpée, déclare solennellement :

1° Le Mouvement de Libération Nationale Palestinien FATAH est l'expression du peuple palestinien et de sa volonté de libérer son territoire de la colonisation sioniste afin de recouvrer son identité nationale.

2° Le Mouvement de Libération Nationale Palestinien FATAH ne lutte pas contre les Juifs en tant que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël expression d'une colonisation basée sur un système théocratique raciste et expansionniste, expression du sionisme et du colonialisme.

3° Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne FATAH rejette toute solution qui ne tienne pas compte de l'existence du peuple palestinien et de son droit à disposer de lui-même.

4° Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne FATAH rejette catégoriquement la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967 et la mission Jarrin qui en est issue. Cette résolution ignore les droits nationaux du peuple palestinien. Elle passe sous silence l'existence de ce peuple. Toute solution so-disant pacifique qui ignore cette donnée fondamentale sera, par conséquent, inévitablement vouée à l'échec. En tout état de cause, l'acceptation de la résolution du 22 novembre 1967 et de toute solution pseudo-politique, par une partie quelconque, ne lie aucunement le peuple palestinien déterminé à poursuivre sans merci sa lutte contre l'occupation étrangère et la colonisation.

5° Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne FATAH proclame solennellement que l'objectif final de sa lutte est la restauration de l'Etat Palestinien Indépendant et Démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droits égaux.

6° La Palestine faisant partie de la patrie arabe le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne FATAH œuvrera pour que l'Etat palestinien contribue activement à l'édification d'une société arabe progressiste et unifiée.

7° La lutte du peuple palestinien comme celle du peuple vietnamien et des autres peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine fait partie du processus historique de libération des peuples opprimés contre le colonialisme et l'impérialisme.

lui voler ses richesses naturelles, continue aujourd'hui encore (néo-colonialisme) à lui imposer les valeurs idéologiques qui justifient cette emprise économique. On comprend également pourquoi, dans le texte qui précède la déclaration en sept points, Al Fath considère Israël comme le « produit d'un colonialisme et d'un expansionnisme européen périmé » qui « demeure un instrument de l'impérialisme pour s'opposer au progrès des peuples arabes et entraver leur mouvement de libération ». Les régimes en place dans les pays arabes peuvent finalement consentir, dans la mesure où leur situation politique intérieure est assurée, à reconnaître l'Etat d'Israël. (C'est dire, par parenthèse, que dans la mesure où ils ne représentent pas leur peuple, on ne voit pas au nom de quels principes ils oseraient contester son existence à l'Etat israélien). Les Palestiniens, en revanche, ne le peuvent pas, car tant qu'Israël existera en tant qu'Etat juif, leur émancipation n'aura aucune chance de voir le jour.

Mais il y a plus grave encore — et c'est ici qu'apparaît la contradiction la plus intime, la plus douloureuse de la société bourgeoise judéo-chrétienne : c'est au peuple juif, brimé, pourchassé, opprimé, assassiné depuis des siècles, c'est à ce peuple — considéré séculièrement comme le bouc émissaire de toutes les mauvaises consciences nationales — qu'il revient (une fois de plus !) d'assumer en lui les contradictions les plus brûlantes d'une société parvenue aujourd'hui à son dernier degré de pourrissement... Ainsi, la victime traditionnelle — amère dérision ! — accepte aujourd'hui de servir une fois encore ses bourreaux et de se dé-

guiser en centurion, sous les applaudissements nourris des professionnels du racisme et de la haine ! □

REFERENCES (qui sont loin d'être exhaustives) :

● « La résistance palestinienne entre Israël et les Etats arabes » ; par G. Chaliand (« Le Monde Diplomatique », mars 1969).

● « Avec la résistance palestinienne », interview de K. Nohiedinne (« Tribune socialiste », 30 janvier 1969).

● « Retour d'Israël », par Jean Daniel (« Nouvel Observateur », 3-9 février 1969).

● « La question palestinienne dans ses rapports avec le développement de la lutte révolutionnaire en Tunisie », par le Groupe d'Etudes et d'Action Socialistes Tunisiens, (« Perspectives Tunisiennes » n° 2, février 1968).

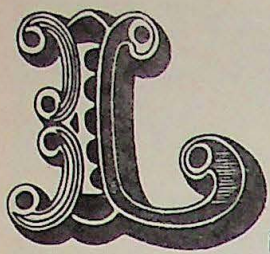
● Revue « Herytem », mai-juillet 1969.

● « Palestine vaincra », (Petite bibliothèque révolutionnaire prolétarienne, n° 1, Maspero).

● « Les surexiliés », par Tahar Brache (« Le Dossier arabe », éd. Cujas).

● « Intoxication » (le rôle de la presse pendant la guerre de six jours) (« Le Dossier arabe », éd. Cujas).

● « Les Palestiniens », Ania Francos (Julliard).



IVRES

Où allons-nous ?

Henry Beley

AU moment où l'on s'interroge sur la politique du nouveau président des Etats-Unis, il peut paraître surprenant de revenir sur un livre paru voilà plusieurs mois déjà. C'est que le problème posé dans ce livre dépasse les limites étroites de l'événement journalistique, celui-ci fût-il de grande importance. Mieux : ce livre pose très clairement la question de savoir si le problème noir peut être résolu par la seule volonté d'un président des U.S.A. qui (ce qui ne semble pas être le cas d'un Nixon) aurait pris conscience de toutes ses données et se montrerait décidé à renverser tous

Comme Gandhi, Martin Luther King est mort assassiné. Comme Gandhi, il était réellement (et pas seulement en paroles, comme ceux pour qui la non-violence sert de prétexte à l'inaction) un ennemi implacable de la société qu'il combattait. Comme Gandhi, il possédait au plus haut degré une qualité malheureusement rare : l'honnêteté intellectuelle. C'est ainsi que dans « Où allons-nous ? » (*), non seulement il accorde une place non négligeable aux thèses du Pouvoir Noir, mais il ose les exposer sans chercher à les ridiculiser ou à les dénaturer. On peut penser qu'il n'y a pas grand mérite à procéder ainsi avec des thèses qui ne résistent pas à une analyse sérieuse. Mais celles du Pouvoir Noir ne sont pas de cette espèce, elles reposent au contraire sur des fondements solides — si solides même qu'elles résistent remarquablement à l'argumentation désespérée que King leur oppose ! Quand on compare « Où allons-nous ? » à ces ouvrages si nombreux où les arguments adverses sont passés sous silence ou, pire encore, dénaturés de la façon la plus grotesque ; quand on songe à ces livres où la malhonnêteté de l'auteur éclate presque à chaque ligne, à ces articles, à ces brochures qui ont pour seul mérite de démontrer que la fausseté d'une politique se traduit presque toujours par l'hypocrisie de ses justifications « idéologiques » — on ne peut s'em-

pêcher d'être saisi d'admiration devant un dirigeant politique tel que le pasteur King, même si l'on ne partage pas ses conceptions de la pratique militante. Et ce n'est certes pas le fait qu'il ne soit plus parmi nous qui nous fait lui rendre cet hommage : pour ce qui concerne par exemple Robert Kennedy, autre « grand disparu », nous ne craignons pas de signaler l'ouvrage récemment paru (« Vers un monde nouveau », Ed. Stock) comme un monument de tartuferie démagogique. Entre un M.L. King et un R. Kennedy, il y a en vérité toute la distance qui sépare un homme foncièrement, honnête d'un politicien rompu aux manœuvres de couloirs.

Le prix du changement

« Où allons-nous ? » a pour sous-titre, dans l'édition française : « La dernière chance de la démocratie américaine ». Le véritable sous-titre celui de l'édition américaine, est « Chaos ou communauté ? » La nuance, on le voit, est sensible : dans le premier cas, on laisse entendre au lecteur français que rien n'est perdu pour la démocratie américaine ; dans le second, la question n'est pas tranchée mais seulement posée. De fait, King n'était pas sûr du tout qu'il existât une « dernière chance » ; il espérait seulement qu'il en serait ainsi, il essayait de s'en convaincre, il appelait cette chance de tous ses vœux, allant jusqu'à supplier l'Amérique de prendre conscience du fait qu'elle court à sa perte : « L'homme blanc doit se guérir de cette maladie de la peur qui le paralyse. Qu'il lutte ! Qu'il se serve de son éducation, de sa bonne volonté ! Qu'il fasse son examen de conscience ! Qu'il admette enfin l'intégration !... » Mais croyait-il vraiment être entendu ? On peut en douter. Il connaissait trop bien en effet la force des intérêts et des préjugés pour croire l'Amérique capable de procéder d'elle-même à la remise en cause des structures sociales et des impératifs économiques et moraux qui la définissent à ses propres yeux, qui constituent sa raison d'être. Aussi King se raccroche-t-il comme à une bouée de sauvetage à l'idéologie de la non-violen-

ce, ajoutant tout de suite après les lignes que nous venons de citer : « Mais sa guérison dépend aussi de l'attitude du Noir à son égard. La grande peur de la communauté blanche ne s'atténuera que si nous nous en tenons à la non-violence — qui au sens le plus large et le plus élevé, signifie aussi amour. »

Pauvre King ! Tout au long de son ouvrage, il demeure déchiré entre d'une part sa connaissance profonde du problème à résoudre, sa lucidité et par conséquent son scepticisme quant à l'évolution heureuse d'une société historiquement pervertie, et d'autre part la pratique de la non-violence qu'il conjurait ses frères à suivre coûte que coûte.

Mais comment la « grande peur de la communauté blanche » pourrait-elle s'atténuer si les Noirs s'en tiennent à la non-violence alors que King démontre lui-même dans son livre que cette peur n'est nullement la conséquence des émeutes qui se sont propagées sur tout le territoire américain, mais bien au contraire la conséquence d'une hostilité blanche antérieure à ces émeutes, lesquelles ne faisaient que répondre à cette hostilité indéracinable. « Les faits prouvent », écrit King, « que le revirement du public était intervenu avant les événements de Watts et avant le slogan du Black Power. » C'est que « jusqu'ici les changements survenus n'ont pas coûté très cher au pays » mais « quand les Noirs en vinrent à la seconde phase de leur révolution — l'obtention de l'égalité — ils s'aperçurent que la plupart de leurs alliés blancs s'étaient éclipsés sans bruit. » Car « les dépenses sont encore à faire. C'est ce qui explique le durcissement des Blancs », qui « calculent prudemment ce que pourrait leur coûter tout bouleversement. » De plus : « 75 % des Noirs travaillent dans les emplois les plus bas. (...) Certaines entreprises et certaines industries ne vivent que grâce à la main-d'œuvre de couleur, stable, mal payée et non qualifiée. » Et quant aux préjugés raciaux, une enquête a révélé que 88 % des Blancs « s'opposeraient à ce que leurs enfants, à l'âge adolescent, fréquentent des Noirs. 80 % seraient ennuyés si un ami intime ou un parent épousait un Noir, et 50 % ne voudraient pas avoir des voisins noirs. »

Comment s'étonner si les Noirs en ont aujourd'hui plus qu'assez de tendre l'autre joue ? King nous le dit : « Ils réagissent ainsi parce qu'ils constatent que la vraie solution au problème reste inaccessible, du fait des dérobades, des résistances et de la lâcheté de ceux qui détiennent le pouvoir. (...) Des millions de Noirs se sentent frustrés et sont aigris parce que les extravagants serments d'il y a seulement un an ne sont aujourd'hui que dérision. (...) Les conditions économiques de la masse noire se sont aggravées. L'écart entre les salaires des ouvriers noirs et blancs s'est

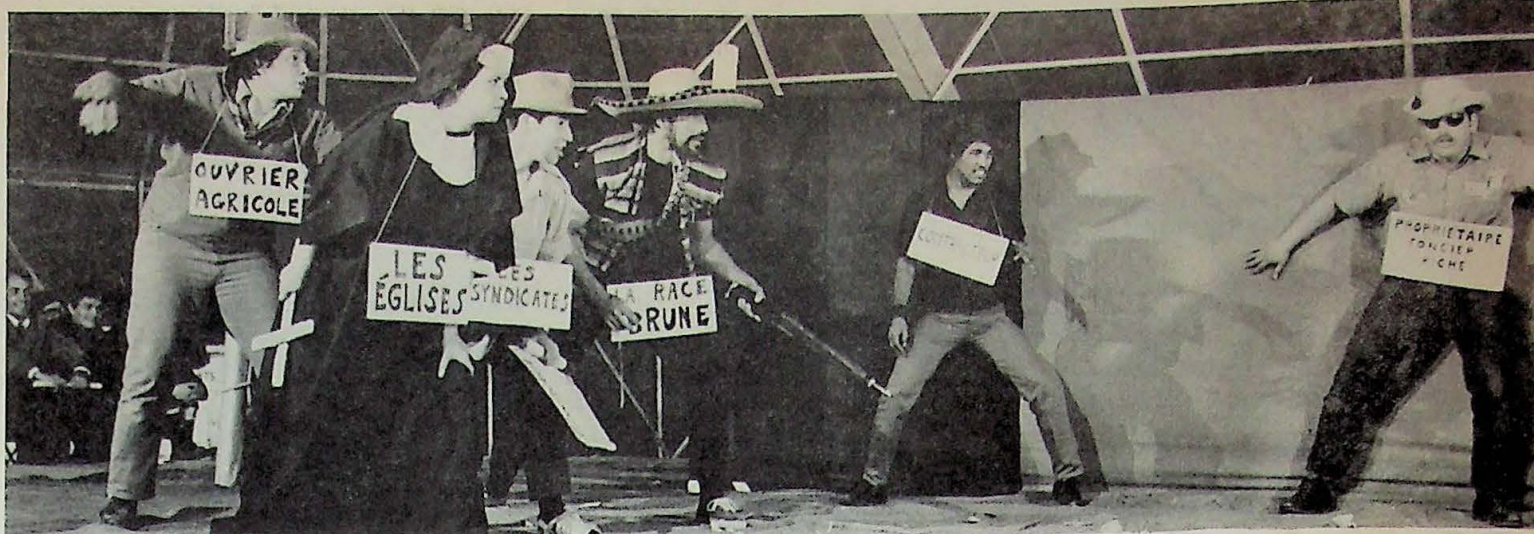
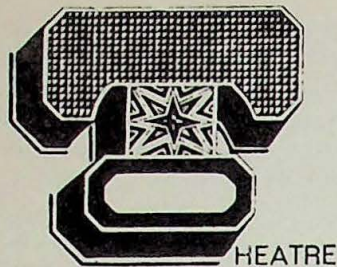
creusé. L'état des taudis s'est détérioré et la ségrégation scolaire est plus complète aujourd'hui qu'en 1954. »

La grande peur des privilégiés

Comment dès lors la pratique de la non-violence aiderait-elle l'homme blanc à « se guérir de cette maladie de la peur qui le paralyse », quand cette peur, loin d'être seulement la conséquence de préjugés ancestraux, est continuellement entretenue par le désir de sauvegarder des privilèges ? C'est la peur bien connue des classes possédantes : « On a peur de perdre ses privilèges économiques, peur des changements sociaux, des mariages inter-raciaux, de devoir s'adapter à de nouvelles situations. » Certes, il y a aussi ceux qu'on appelle les « pauvres blancs » : pourquoi est-il si difficile de les convaincre, eux qui n'ont aucun privilège économique à perdre, de combattre aux côtés de leurs frères de classe ? Aurait-ils, contrairement aux prolétaires noirs, autre chose à perdre que leurs chaînes ? Précisément, ces Blancs, en dépit de leur misère, se trouvent vaille que vaille « intégrés ». Exploités, mais intégrés. Aliénés, mais reconnus comme citoyens à part entière. Intégration formelle, reconnaissance hypocrite ? Bien sûr, mais la société américaine, à la différence des sociétés européennes occidentales, n'est pas seulement capitaliste mais, tout aussi fondamentalement, raciste. Le « pauvre Blanc » ne souffre pas du racisme ; donc il se trouve, dans une certaine mesure, socialement privilégié, même s'il est économiquement surexploité. Donc il n'est pas vrai de dire qu'il n'a que ses chaînes à perdre : en combattant aux côtés des Noirs contre l'Amérique blanche (car c'est à cela qu'il se trouve concrètement exposé dans le contexte d'une société à la fois capitaliste et blanche), en trahissant sa race comme d'autres trahissent leur classe, il s'expose à perdre ce privilège douteux (mais auquel il tient faute de posséder autre chose) de n'être pas placé au plus bas de l'échelle sociale, mais seulement à l'avant-dernier échelon.

Nous n'allons pas nous étendre sur toutes les questions soulevées par King dans son livre. Le lecteur pré-occupé par un des plus graves conflits de notre temps gagnera à s'y reporter. D'autres ouvrages existent, aussi intéressants — notamment ceux des défenseurs du Pouvoir Noir. Un des grands mérites de celui-ci, c'est qu'il est signé par Martin Luther King, Prix-Nobel-de-la-Paix-et-Apôtre de-la-Non-Violence — qualités rassurantes. Or on sait l'importance d'une signature. Dans cette mesure, « Où allons-nous ? » contribuera efficacement à abattre des préjugés.

* Ed. Payot



Un théâtre de guérilla apparaît

Dominique Nores

L'intention de se couper du mouvement régulier de la vie est inscrite dans la conception même du Festival mondial du Théâtre. Nancy, vieille capitale de la Lorraine, menacée de perdre sa couronne, s'accommode très bien dans son quotidien des tournées qui alimentent en succès parisiens son très beau théâtre de la place Stanislas. De l'avis même des commerçants du cru, si Metz vit, Nancy stagne. Pourtant, ce même Nancy, où le moyen commerce, portant haut les couleurs de la France, manifeste à la fois contre l'inefficacité sur le plan national de son maire et contre l'esprit d'aventure politique et sociale d'où qu'il souffle, ce même Nancy est chargé de prestige, sitôt qu'on le regarde de Colombie ou d'une prison d'Espagne (1).

Aussi n'est-il pas possible de parler du festival sans avoir dans l'œil une faculté double d'accommodation. Ce qui s'est passé entre la place Stanislas et Laxou, la cité-dortoir, ne peut pas être séparé de l'espoir qui a fait se déplacer vers Nancy les troupes des pays qui se sentent le plus mal à l'aise dans leurs frontières (2).

C'est une des raisons pour lesquelles la contestation qui cherchait à naître n'a pas pris corps. Sans doute les vertus lénifiantes, que la société d'argent qui les finance est en droit d'attendre de tous festivals, ont été mises en lumière au niveau de l'organisation même, par l'installation à Laxou. Laxou, grand « ensemble » à loyers modérés, sans place publique, sans vie sur ses pelouses, mais où retentit, loin dans la nuit, le bruit des billards électriques, a d'autant mieux pu vivre dix jours sous banderoles publicitaires que la grande industrie et le commerce

ont intérêt à faire entrer les « marginaux » que sont actuellement ses jeunes, inoccupés, dans le grand mouvement de la société telle qu'elle est. Depuis des mois, à la satisfaction de tous, les jeunes de Laxou ont organisé, géré, dressé des madriers, déroulé des cordages...

Mais s'ils l'ont fait, sous l'œil complaisant des puissances d'argent, c'est aussi pour que leur cité sans vie vive un peu de temps au rythme du « Bread and Puppet », troupe subversive des quartiers pauvres de New York, ou à celui du Teatro Campesino, venu moins pour rendre sensibles aux spectateurs français les problèmes des travailleurs mexicains en Californie que pour reconnaître, outre-Atlantique, des « frères », et parler avec eux de la révolution en marche.

Et c'est sans doute la seconde raison pour laquelle la contestation s'est trouvée sans force : le Festival de Nancy, très différent de celui d'Avignon en juillet dernier, où les camps se sont tranchés de façon nette et simple, s'est déroulé dans la plus extrême confusion des idées et des intérêts. Mais cette confusion est loin d'être une confusion stérile. Servant d'enveloppe au seul événement théâtral qui ait eu lieu depuis Mai, elle lui a, au contraire, gardé un pouvoir de déflagration qui reste actif dans la mémoire.

L'idée de la violence préside à des représentations qui se sont rangées d'elles-mêmes dans deux grandes catégories : d'Europe de l'Est et du Nord sont venus des spectacles achevés, et même quelques grands spectacles, qui auraient pu trouver au Théâtre des Nations le terrain de jeu qui est naturellement le leur. Je pense

surtout à l'Escorial du « Theatre Nottara » de Bucarest, qui donnait, du rapport des forces entre un roi et son bouffon, mais plus encore du grand désert du monde dans lequel avait lieu leur affrontement, une image saisissante. Mais je pense aussi au K.Z. de Peter Halasz, qui, joué par l'Ensemble universitaire de Budapest, imposait par le rythme — différent suivant que la scène était vécue ou rêvée — l'horreur de la vie captive des camps ; et au Jardin des délices joué par le Studio d'Amsterdam (représentation sur laquelle nous reviendrons quand la pièce d'Arrabal — éditée chez Bourgeois — sera montée à Paris).

Mais déjà, il faut mettre à part le spectacle du Pistolteatern de Stockholm, qui va plus loin dans la dénonciation des formes ordinaires de la vie. La différence s'efface entre des acteurs (formés en Pologne par Grotowski) capables de devenir mannequins, robots, et des robots innervés de courant électrique. Le Pistolteatern, en mettant dans son jeu tous les moyens techniques modernes, joue jusqu'à l'envoûtement (la prise de conscience vient ensuite) du passage de l'humain à la machine, de la machine à l'humain.

Mais, surtout, parallèlement aux grands spectacles, le festival a révélé l'existence d'un théâtre de guérilla, fondé sur des moyens techniques de premier ordre. Qu'il s'agisse de troupes universitaires, comme celle de Cali (Colombie), ou de petites formations d'acteurs, comme le « Cartoon Theatre » de Londres, la situation est affirmée par l'agilité des corps passant du burlesque au tragique, suscitant, à partir d'un personnage, tous ceux que l'imagination propose, sans le recours à aucun décor, pres-

que sans accessoire. La technique du jeu rend les intentions évidentes. La violence ici n'a plus rien d'abstrait : c'est celle qui est faite à l'homme, dans les circonstances précises de sa vie. Constituées pour un combat, et restées volontairement en marge du théâtre habituel, ces troupes, qui n'ont d'efficacité politique que dans leur pays même, proposent, à partir souvent de créations collectives, des spectacles constamment modifiables. L'important pour elles, c'est de tenir au monde réel, en prise directe. Or, ces troupes sont nombreuses, parfaitement adaptées à leur emploi et elles viennent de tous les points du monde. Ce qu'elles affirment à Nancy, c'est la possibilité de leur existence : partout où la conjoncture l'exige, peuvent naître de petites troupes pirates, éphémères peut-être parce que condamnées à mal vivre, mais sans cesse renaissantes, et capables d'éclairer les significations du moment.

Le « Bread and Puppet », par les spectacles qu'il a mon-

trés, s'est situé à la charnière de ce théâtre d'action directe et des grandes compositions scéniques que le talent de son metteur en scène, Peter Schumann, est capable d'imposer. Offrant en même temps que le jeu de ses marionnettes géantes le pain de l'amitié, il sera la semaine prochaine au Théâtre de la Cité Universitaire (21, bd Jourdan) où il jouera *The Cry of the people for meat* les 12, 13 et 16 mai et *Theater of War* les 14, 15 et 17 mai. Je reparlerai de son travail. □

(1) Juan-Antonio Hormigon, directeur de Teatro de Camera de Saragosse, n'a pas pu, comme on l'espérait, venir diriger les colloques : arrêté le 24 janvier et torturé, ainsi que ses camarades, il est encore détenu à l'heure actuelle.

(2) Plusieurs troupes d'Amérique du Sud n'ont pas pu venir en France, à cause de l'interdiction, déguisée ou non, de leur gouvernement. Ainsi le gouvernement colombien s'est-il opposé à la sortie du T.E.C. qui, en Colombie, entend faire voir comme il la voit « la faim, l'hypocrisie religieuse, l'autorité imbécile appuyée par les armes venues du Nord ».

Un de plus

Bernard Sizaire

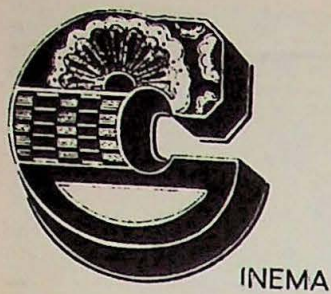
Décidément, la bourgeoisie, grande, moyenne ou petite, met la culture en veilleuse. Après Caen, Bourges et Thonon, c'est le tour de Vincennes. La municipalité vient de décider de ne pas renouveler le contrat de Christian Dente et de la compagnie du Théâtre des Ouvrages Contemporains. Ceci au moment où cette jeune compagnie, qui s'est imposée en moins de deux ans en créant une pièce d'Arthur Miller et en présentant des œuvres de Marivaux et de Ghelderode, connaissait la consécration nationale et internationale des Festivals de Florence, du Marais et d'Avignon.

« Un linceul n'a pas de poches » (1) sera donc le dernier spectacle du T.O.C. à Vincennes. Spectacle sympathique et généreux jusque dans ses naïvetés. Adaptée d'un livre de Horace Mac Coy, qui écrit

quelques-uns des romans les plus violents de la grande époque de la Série Noire, la pièce décrite dans un style semi-cinématographique la corruption de la presse et la pourriture bourgeoise d'une petite ville des Etats-Unis.

En sortant, j'ai pensé à Brecht affirmant dans « Cinq difficultés pour écrire la vérité » que sous la forme du roman policier on peut introduire en fraude la description des maux de la société. « De telles descriptions, ajoutait-il, suffiraient à justifier l'existence du roman policier » — et celle du spectacle de Dente — et l'expulsion du T.O.C. par la municipalité de Vincennes. □

(1) Théâtre Daniel Sorano, 80, avenue de la République, Vincennes, les jeudi, vendredi, samedi, dimanche jusqu'au 24 mai.



INEMA

Charlot seul

Jean-Paul Fargier

A une vision psychologique du film de Chaplin (LE CIRQUE) on peut préférer une lecture formelle et idéologique.

La construction frappe d'abord par sa rigueur. A la fois trajectoire ininterrompue, sans halte ni parenthèse et itinéraire circulaire, bouclée. Au début : une écuyère traverse un cerceau de papier étoilé ; un peu plus loin, hors du cirque, Charlot, seul, affamé. A la fin, tandis que la caravane s'éloigne, cette étoile en papier traîne aux pieds de Charlot, seul, perplexe (?!), dans un cercle — trace du chapiteau de ce cirque où il ne fit que passer.

Ne rien chercher en dehors de cette forme : ce cercle, ce cirque. Eviter toute référence psychologique ou sociale. Tout lire dans ce cercle, sur l'écran. Car ce à quoi renvoie le film c'est à l'univers filmique, au monde du spectacle auquel appartient la création cinématographique. Il nous saisit, il nous concerne en tant que spectateurs. Car essentiellement « Le Cirque » est une réflexion sur le spectacle : son origine et sa fin.

A un premier niveau, on peut lire une critique des conventions du burlesque. A des trucs éculés que les clowns répètent sans faire rire personne, Chaplin substitue des gags désopilants produits par perturbation et transformation des usages. Cette critique par déconstruction - reconstruction est extrêmement consciente chez Chaplin, justement parce qu'elle se dissimule sous l'inconscience, la naïveté de Charlot.

A un second niveau « Le Cirque » est une réflexion sur le travail du spectacle et sur le spectacle du travail. Charlot, clou du cirque sans le savoir, prend conscience qu'il est exploité. Il menace de faire grève s'il n'est pas augmenté. Le cirque est ici la figure de la société. Ici comme là on trouve la même forme de rapports économiques. Le rire est la plus-value du travail du comédien. Un rapport de classes existe non seulement entre comédien et « patron » de cirque, mais entre acteurs et spectateurs. De la même manière que l'argent masque le travail qui l'a produit, le spectacle tend à se donner comme création spontanée et ainsi masque le travail qui l'a produit. Masquer le travail, c'est masquer le rapport d'exploitation.

Chaplin s'attache à jeter bas les masques et sous le spectacle fait voir l'économique. Cette démarche que l'on trouve dans quelques œuvres (très rares) d'aujourd'hui, ne va cependant pas au bout d'elle-même. La prise de conscience demeure individualiste et se fourvoie vite dans les méandres de l'affectivité. L'idéologie bourgeoise étouffe la révolte avec ses armes classiques : le sentiment tragique de la vie et l'esprit de sacrifice. Le contraire eut été étonnant à l'intérieur du système qui produit le film.

Mais à cause de cette problématique « Le Cirque » est sans doute le plus « moderne » des films de Chaplin. □

Les géorgiques

Jean-Luc Pouillaude

Cette année-là, en Georgie, le vin avait un goût amer. Les exigences de la productivité, la tacite obligation de dépasser le plan devaient passer en priorité. Réunie en grand conseil, la bureaucratie vinicole décida de fermer les yeux et de mettre en bouteille la bibine locale. Mais voilà, ce n'est pas si simple. Au bout de la table, un petit jeune homme un peu pâle, vêtu d'une longue blouse blanche, se lève pour dire que non vraiment ce n'est pas possible, que ce vin est affreusement mauvais et qu'il risque d'empoisonner les gens. Brouhaha et scandale. Ni les grandes leçons de l'expérience, ni les gros yeux du directeur, rien n'y fait : le petit jeune homme tiendra bon...

Il s'appelle Niko. Sorti récemment d'une école d'œnologie, malgré des notes médiocres, il vient d'être nommé à un poste de responsabilités dans les caves de la coopérative vinicole. Il a un camarade du genre pisse-froid, bon em-

ployé respectueux du patron, qui, lui, n'a pas peur des compromis. Pourquoi Niko refuse-t-il avec tant d'obstination de signer le bon qui autorisera la mise en bouteille ? Par droiture d'abord. Ensuite pour se poser et réagir contre un univers qui ne voit en lui qu'un adolescent attardé, une sorte de grand duduche un peu braque. Pour les ouvriers avec lesquels il fraternise et se saoule, il reste un chef. Sa timidité est le jouet de la coquetterie et de la vacherie des filles et le renvoie à sa propre solitude. Alors qu'il vient de se faire rosser par un coq de village, il y a un moment sublime où le film hésite et semble rester en suspens : on croit que Niko va sombrer dans le désespoir. Il n'en est rien. Niko réagira par l'autorité, versant lui-même de la gélatine dans le vin afin de le rendre définitivement inutilisable. Le dénouement est aussi merveilleux que celui d'un conte oriental : le chef félicite le contestataire. Ce dernier a un petit sourire

ironique, montrant qu'il n'est pas dupe et qu'il sait que la lutte sera dure.

LA CHUTE DES FEUILLES (d'Otar Iosséliani) est donc d'abord une initiation à la vie. Mais il ne faut pas s'y tromper. Il s'agit d'un film géorgien et non d'un film russe. Le récit véhicule une véritable prise de conscience : celle de la spécificité et de l'irréductibilité des réalités ethniques. Un humour acéré bouscule les mythes de la planification soviétique et du pouvoir des bureaucrates. Les soldats et les touristes soviétiques, venus visiter les caves, semblent autant d'étrangers insolites et un peu grotesques, auxquels on refile le mauvais vin et dont on se moque gentiment en géorgien derrière leur dos. Le ton très neuf, plus proche du cinéma italien que du tchèque, fait de LA CHUTE DES FEUILLES à la fois un document sociologique et un récit initiatique qui débouchent sur la joyeuse insolence d'un régionalisme vigoureux. □

« La Piscine » et l'affaire Markovic

On a expliqué le succès de « La Piscine » par les recoupements de ce film avec l'affaire Markovic. Il est certain que la publicité faite à Delon par « l'affaire » (il figure cette année parmi les dix personnages les plus connus des gens que les sondages interrogent) a valorisé considérablement le film. Mais c'est à un niveau plus profond que celui de la simple efficacité publicitaire qu'il faut chercher les raisons de ce succès : au niveau des motifs plus ou moins obscurs qui entraînent les spectateurs vers tel film plutôt que vers tel autre.

Le public ne s'est-il pas porté massivement vers « La Piscine » parce qu'il était certain d'y trouver ce qu'il recherche au cinéma habituellement, mais sans être sûr d'y tomber toujours dessus ? La réponse ne fait aucun doute. Plus qu'une solution de « l'affaire », c'est un certain univers que le public est venu chercher au spectacle de « La Piscine » parce qu'il était certain de l'y trouver. Cette garantie c'était Delon parce qu'il était dans le film et dans l'affaire et que justement l'univers de l'affaire (connu du public par la presse) est le même que celui qu'il recherche au cinéma. La réalité de l'affaire Markovic renforce la vrai-

semblance de l'histoire filmée. Delon-personnage de film renvoie à Delon-impliqué dans l'affaire. On voit à travers lui ce que les mots de la presse ne font que suggérer. Il y a donc bien un renforcement mutuel au niveau de l'impression de réalité.

Reste à définir cet univers pour lequel le public se déplace. Partons des objets et des lieux : villa, voiture de sport, piscine, la côte (d'azur) et le soleil. Luxe et loisir, c'est l'univers du non-travail que la mythologie bourgeoise propose aux rêves des foules en guise de « paradis ». Car ce qui est essentiellement masqué par là c'est la réalité du travail et des rapports sociaux que le travail et son exploitation entraînent. Les personnes qui composent ce monde ne travaillent pas. Elles ont une profession que l'on ne leur voit jamais exercer mais qui de toute façon est connotée (dans l'inconscient social) comme ludique. Delon est écrivain (« artiste ») et Ronet, dans le show business (ici le disque). L'univers de l'affaire est aussi celui du non-travail puisqu'il touche les gens du show business, des affaires, de la politique, du gangstérisme, secteurs donc du jeu, du pari, du luxe, du non-travail.

Plus que la « preuve » imaginaire de la culpabilité de Delon c'est l'initiation à l'univers de l'acteur que le public vient chercher. Et de fait il y participe par le jeu de l'identification au personnage. Il vit une heure et demie en état de luxe et de non-travail pour retrouver peu après sa situation d'aliéné économique. Le film n'a rien fait pour lui dévoiler la réalité des rapports de production ; au contraire il est fait pour les masquer. La preuve en est dans le personnage de la bonne. Sa situation d'exploitée est masquée par la nature des rapports qu'elle a avec ceux qui l'emploient (on lui donne le reste des provisions — participation !) ou qu'elle pourrait avoir (avances de Ronet — amours ancillaires).

Inutile de dire que ce cinéma obscurantiste est secrété par la classe dominante et que l'idéologie que ces films véhiculent n'a d'autres buts que de perpétuer sa domination. Aussi pourrait-on définir le cinéma progressiste ou révolutionnaire comme celui dont les formes et les signifiés dévoilent au public sa situation réelle dans le processus de production.

J.-P. F.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

● Simon du désert

(Mex)

● Nous deux

(Rus)

Notre bataille

Jacqueline Giraud

« Je propose que, pour plus de clarté, nous bannissons désormais le mot « gauche » de notre vocabulaire pour ne plus parler que de « socialisme », déclarait Michel Rocard, le dimanche 4 mai, dans son rapport introductif au Conseil national du P.S.U.

Dans leur grande majorité, les délégués réunis rue Chaptal l'ont approuvé. Et c'est pour que le socialisme soit présent dans le vaste débat qu'instaure la campagne présidentielle que, par 360 mandats contre 119 et 15 abstentions, le Conseil a donné son accord à la candidature de Michel Rocard.

« Non que nous prétendions avoir le monopole du socialisme, devait préciser M. Rocard dès l'ouverture du Conseil. Mais le fait est qu'il est absent des discussions actuelles sur les diverses candidatures. En proposant la candidature Defferre, la S.F.I.O. s'avoue pour ce qu'elle est : centriste. La Convention voit l'éclatement de sa stratégie, de ses espérances et même de ses forces : on ne fonde pas durablement une politique sur l'attente des décisions des autres. Quant au P.C.F., il est à un tournant décisif : peut-il continuer à établir une alliance prioritaire avec une S.F.I.O. qui, à chaque fois se fait attendre, se dérobe et finit par revenir à sa véritable orientation centriste ? Cette politique, le P.C.F. doit bien constater aujourd'hui qu'elle est sans avenir. »

Les chemins de l'unité

La nuit d'Alfortville devait confirmer la justesse de cette analyse. Il ne sert à rien de déplorer l'émiettement de ce qu'on appelle la gauche. Il faut en tirer les conséquences politiques.

Dans le débat, divers délégués ont souligné la nécessité de tenir compte du profond désir d'unité qui a stimulé la victoire du « non » au référendum. « Nous, nous savons bien que ce ne sont pas les seules urnes, mais la lutte sociale qui peut transformer la victoire ambiguë des non. Mais force nous est de constater, dans les entreprises, la puissance du courant unitaire », déclarait Gauthier, le délégué de Grenoble.

Certes ! Mais constatation faite, il restait à déterminer si notre rôle est de suivre le courant.

« Le désir unitaire est normal dans la classe ouvrière, répondait André Barjonet. Il traduit une volonté spontanée qu'il ne faut pas négliger. Mais il faut également voir ce qu'elle signifie. Elle est le fait d'un retard de conscience : l'aspiration des travailleurs au socialisme, qui est réelle, se traduit dans des termes anciens. Entre la réalité de cette aspiration et son expression retardataire, il y a une dialectique qui nous impose d'intervenir avec le maximum de clarté. Nous devons montrer que le socialisme est réalisable aujourd'hui, en France. Et c'est pour cela que nous devons présenter une candidature clairement socialiste. »

Pour que nous ne puissions en aucun cas apparaître comme les « diviseurs » de la gauche, Harris Puisais devait défendre une motion demandant que la recherche d'un candidat unique soit poursuivie jusqu'à la dernière minute et que le Conseil reporte l'investiture de Michel Rocard.

Celui-ci lui avait, par avance, répondu le matin : « Si nous tenons à ce qui y ait une candidature du courant socialiste, nous n'en demeurons pas moins ouverts au débat. Mais sur cette seule base de l'alternative socialiste. Nous avons immédiatement répondu favorablement à l'invitation que la Convention avait adressé à toutes les organisations de gauche. Ce n'est pas de notre faute si la réunion n'a pas eu lieu. »

Pour un socialisme pluraliste

Quant à Serge Mallet il avait, au nom de la Direction politique nationale, précisé en quels termes le P.S.U. entendait désormais s'adresser au P.C.F. : « Tant en raison de la diversité sociologique de nos sociétés avancées qu'en raison de l'équilibre mondial des forces, le P.C. ne peut parvenir seul au pouvoir. Il ne peut seul réaliser le socialisme.

« Mais cela veut dire aussi qu'il ne peut le réaliser sans accepter la notion d'une société socialiste pluraliste dans laquelle il sera en compétition avec d'autres forces ayant des formes de la société socialiste une autre conception. Dans la pratique, cela veut dire que la société socialiste à construire sera effectivement le produit d'un dialogue permanent et d'un compromis entre les conceptions représentées par le P.C. et qui correspond aux besoins réels de certaines fractions de la classe ouvrière et d'autres couches populaires et celles exprimées, en particulier par le P.S.U. et les autres forces composantes du mouvement de Mai correspondantes aux besoins réels d'autres fractions de ces couches de travailleurs.

« (...) Nous n'avons jamais renoncé à la réalisation de l'unité ouvrière. Nous n'avons jamais considéré que le socialisme se ferait, pourrait se faire en France sans et contre les forces organisées par le P.C. Certes, l'ampleur de la polémique nous a parfois amené à utiliser un langage qui n'a pas été compris de nos camarades communistes. C'est une erreur qu'il nous faut aujourd'hui définitivement répudier. Notre développement dans toutes les grandes entreprises, l'évolution au sein de la classe ouvrière qui s'est manifestée lors des élections socio-professionnelles nous permet aujourd'hui de dire au Parti communiste clairement :

« Vous ne convaincrez personne de votre volonté de bâtir un socialisme démocratique en recherchant une alliance toute formelle, aléatoire, imprécise avec des forces sociales et politiques qui n'ont pas le poids pour vous faire face. Lorsque le groupe parlementaire de la



Ch. Kuhn

S.F.I.O., constate avec Chandernagor que son parti est aujourd'hui de fait un parti centriste, avec une clientèle centriste, il prend acte de fait que socialement, la S.F.I.O. ne représente plus un courant socialiste authentique. Cela veut-il dire que nous devons laisser à la réaction les forces sociales ambiguës qui cherchent encore à s'abriter sous le parapluie inconsistant de l'ancienne S.F.I.O., à échapper, de façon dérisoire, au choix entre leur conscience petite bourgeoise et leur situation objective de sujets du capitalisme d'organisation : non.

« Mais cela veut dire que l'alliance avec ces forces n'est pas l'unité de la classe ouvrière, n'est pas l'unité de la gauche.

« (...) Faute d'avoir pratiqué une véritable politique d'unité avec les forces sociales actives du mouvement socialiste et révolutionnaire, vous avez découragé une grande partie des couches qui subissaient en mai 1968 l'attraction du mouvement socialiste. Vous avez repoussé loin de vous ces forces petites bourgeoises qui ont assez de flair politique pour s'apercevoir du rôle de potiches décoratives que vous leur réservez.

« Mais nous offrons une autre voie de l'unité, une voie plus dure, plus difficile, une voie qui implique de votre part le renoncement définitif à toute notion hégémonique dans le mouvement ouvrier et dans la société socialiste future. Comprenez que notre volonté d'affirmation n'est pas une volonté d'agression. Elle est la conséquence lucide du changement des rapports sociaux professionnels au sein des classes travailleuses aujourd'hui majoritaires dans ce pays. Nous vous proposons, immédiatement dans le cadre même de cette campagne présidentielle et au-delà, l'ouverture immédiate de la discussion de fond. Nous vous proposons de dégager les bases réelles et solides d'un pacte d'unité des forces et courants socialistes de ce pays, pacte qui tienne compte de ce que vous êtes et représentez, et que nous ne nions pas, mais qui tienne compte de ce que vous n'êtes pas, vous n'êtes plus la seule force organisée du mouvement ouvrier de ce pays. »

Pas la candidature d'un homme

Cette volonté d'un débat public, d'un débat qui explicite les termes de l'alternative socialiste et non d'une vague alliance des républicains, c'est elle qui sous-tend et justifie la candidature de Michel Rocard.

« Non pas la candidature d'un homme, mais celle d'un courant, précisait M. Rocard. Ce qui signifie que cette campagne devra avoir un style différent. C'est profondément, le parti tout entier qui se battra sur ses thèmes et sur ses thèses. L'enjeu est difficile. Mais nous devons saisir cette chance d'élargir l'audience de notre espérance socialiste. » □